

Haiti en Marche

Haiti en Marche, édition du 25 Avril au 1^{er} Mai 2018 • Vol XXXII • N° 15



Raúl Castro (à droite) introduit son successeur Miguel Díaz-Canel

Diaz-Canel promet de poursuivre l'oeuvre des Castro à la tête de Cuba

La Havane (AFP) - Miguel Diaz-Canel, un civil de 57 ans, a pris la relève jeudi (19 avril) de Raul Castro comme président de Cuba, engageant ce pays dans une transition historique qui s'inscrit

toutefois dans la droite ligne du régime.

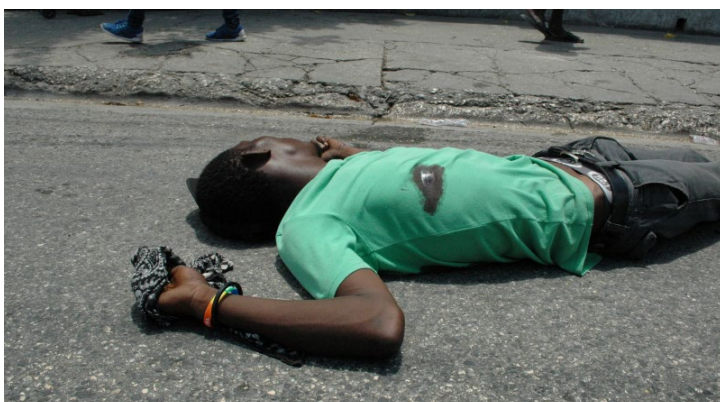
Désigné unique candidat mercredi, M. Diaz-Canel a été

(CUBA / p. 11)

POLITIQUE Une nouvelle conjoncture pleine de menaces commençant à être mises à exécution

PORT-AU-PRINCE, 21 Avril – Lors d'une manifestation à l'appel de l'opposition politique, le jeudi 19 avril écoulé, à Port-au-Prince, un jeune homme est tué par balle. Abattu à brûle pourpoint.

(CONJONCTURE/ p. 8)



Manifestant tué répondant au nom de Pierre Hubert, 31 ans

ACTUALITES : RETRAIT DE MGR KEBREAU Les Etats généraux suspendus à un fil ?

PORT-AU-PRINCE, 19 Avril – Les Etats généraux sectoriels décapités.

En effet ce n'est pas un simple membre du

comité de pilotage nommé par le président Jovenel Moïse pour coordonner son initiative baptisée

(ETATS GENERAUX / p. 5)



Mgr Louis Kébreau lors de son installation par le président haïtien Jovenel Moïse à la tête des Etats généraux sectoriels

POLITIQUE & INSECURITE Un premier ministre qui vit un conte de fée

PORT-AU-PRINCE, 17 Avril – Le premier ministre Jack Guy Lafontant ou le phénomène d'Alice au pays des merveilles.

Le premier ministre haïtien a fait récemment devant la

(PM / p. 7)

POLITIQUE 72 heures pour remanier le gouvernement. Et après ?

JACMEL. 20 Avril – La majorité parlementaire (PHTK et alliés) a donné mercredi (18 avril) '72 heures' au président de la République, Jovenel Moïse, pour opérer

un remaniement ministériel, qui a été confirmé par la présidence de la République mais qui tarde à se concrétiser.

(REMANIEMENT / p. 4)



Le président haïtien et le vice président américain Mike Pence entourés de leurs collaborateurs respectifs

SOMMET DES AMERIQUES De quoi Mike Pence et Jovenel Moïse ont-ils parlé ?

(HAITI-USA / p. 6)

« La révolution cubaine a vaincu le racisme » selon un expert de Cuba

Pendant près de 6 décennies, les Castro ont régné à Cuba. Un an et 5 mois après le décès du leader historique Fidel Castro, son frère Raúl, en raison de son âge (86 ans), se retire de la tête de l'État.

Depuis 59 ans, soit trois générations, les Cubains ne connaissent que les Castro. Que signifie pour le pays ce changement à la tête de l'État ? Du point de vue psychologique, Bert Hoffmann



Le nouveau président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez

Un cadre du parti communiste, Miguel Díaz-Canel (57 ans) le remplace. Le 19 avril dernier, le nouvel homme fort de Cuba a été élu président par les députés, pour un mandat renouvelable de 5 ans par 603 voix sur 604 possibles (99,83 % des suffrages). L'expert de Cuba, l'Allemand Bert Hoffmann (1) campe un bilan du régime castriste et jette un œil sur les perspectives d'avenir de ce pays.

y voit « une profonde césure ». Il s'agit aussi d'un « grand défi » pour le nouveau gouvernement. Car Miguel Díaz-Canel n'a pas l'authenticité historique des Castro, les révolutionnaires de la première heure. Il doit donc faire « quelque chose », afficher des résultats. Ce n'est qu'ainsi qu'il trouvera, à moyen terme, une certaine légitimité.

(CUBA ANALYSE / p. 12)

Les Démocrates portent plainte contre l'équipe de campagne de Trump

Aux Etats-Unis, le Parti démocrate porte plainte contre des responsables de l'équipe de campagne de Donald Trump, contre la Russie et contre WikiLeaks. Tous sont accusés d'avoir conspirés pendant la campagne électorale de 2016 contre Hillary Clinton et en faveur de Donald Trump. Le Parti démocrate a déposé une plainte au civil devant une cour fédérale de Manhattan.

La plainte vise des figures de l'équipe de campagne du président américain, notamment son fils Donald Trump Jr et son gendre Jared Kushner. Elle vise aussi le gouvernement russe, son agence de renseignement militaire et le site WikiLeaks, ainsi que son fondateur Julian Assange, explique notre correspondant à San Francisco, Eric de Salve.

Dans un communiqué, Tom Perez, chef du Parti démocrate, estime que « ce fut un acte de trahison sans précédent : l'équipe de campagne d'un candidat à la présidence des Etats-Unis ligüée à une puissance

étrangère hostile pour multiplier ses chances de remporter la présidentielle. »

La plainte déposée devant une cour fédérale de Manhattan assure par exemple qu'un proche conseiller de Trump savait que WikiLeaks allait diffuser des informations portant sur l'utilisation, par Hillary Clinton, d'un serveur privé au lieu des canaux officiels sécurisés lorsqu'elle était secrétaire d'Etat. Or, les données publiées par WikiLeaks ont été obtenues par des piratages du renseignement militaire russe, selon un rapport des services secrets américains.

Cette affaire avait empoisonné la campagne de la candidate démocrate et galvanisé les partisans de son rival républicain. Donald Trump, qui a toujours démenti toute collusion avec la Russie, a ironisé sur Twitter en qualifiant la plainte de « bonne nouvelle », puisque, explique-t-il, « nous allons répliquer ».

Un haïtien tué à la frontière par une patrouille de militaires dominicains

Un jeune Haïtien, répondant au nom de Paulimus Antoine, a été tué par balle par une patrouille de l'armée dominicaine à la frontière, non loin de la municipalité de Manzanillo

Santiago, dimanche 22 avril 2018 ((rezonodwes.com))- Rezo Nòdwès a appris la mort par balles, dimanche, d'un immigrant haïtien en République Dominicaine, lors d'un incident avec des membres de l'armée stationnés à la frontière dominicano-haïtienne. Selon les déclarations du sergent Julio Alberto de la Rosa et de deux soldats de l'ERD (Ejército Rep. Dom.), ce qu'une enquête indépendante resterait à confirmer, ils ont été attaqués par un groupe d'étrangers dimanche à l'aube, lors d'un check-up militaire au niveau de 'El Hielo', près de la Rivière Massacre où un Haïtien, Paulimus Antoine (34 ans), a été tué», poursuivant «qu'il était armé d'un fusil semi-automatique pendant l'affrontement».

D'après les premiers constats de la Docteure Rosibel Grullon, médecin légiste, le corps du défunt présente une blessure par balle au thorax et sur le côté latéral gauche. Le corps de Paulimus Antoine a été envoyé à l'Institut national des sciences médico-légales de l'INACIF, à Santiago, à des fins d'autopsie.

Un Dominicain déclare que c'est l'élite haïtienne qui doit freiner l'exode des Haïtiens!

«Haïti a une élite qui n'a jamais traité les problèmes nationaux de son propre peuple et est l'un des pays qui reçoit le plus de ressources des agences internationales», s'est lamenté le professeur Dante Ortiz

Dimanche 22 avril 2018 ((rezonodwes.com))-- L'historien dominicain Dante Ortiz, a déclaré qu'il n'y avait aucun moyen pour son pays de faire face à la migration haïtienne vers la République dominicaine.

Ortiz estime que l'élite haïtienne doit se décider à faire face à ce problème et cesser d'envoyer de manière irresponsable les Haïtiens chez leur voisin. Pour l'historien, Haïti doit fournir à ses ressortissants des documents d'identité et organiser son registre civil afin que leurs citoyens puissent revendiquer la nationalité haïtienne et être ainsi des sujets de droits internationaux.

«C'est impensable qu'un pays ne s'attelle pas à doter ses ressortissants de documents fondamentaux», s'est étonné Dante Ortiz.

«Haïti a une élite qui n'a jamais traité les problèmes de son propre peuple et est l'un des pays qui reçoit le plus de ressources des agences internationales», s'est lamenté le professeur à l'Université UASD, lors d'un séminaire sur la migration organisé par le mouvement Patria para Todos au Colegio Médico Dominicano et auquel ont participé des représentants des partis de gauche de la République dominicaine et d'Haïti.

Politique : Des changements au niveau des directions de plusieurs partis

P-au-P., 23 avril 2018 [AlterPresse] --- Edmonde Supplice Beauzile obtient un autre mandat pour diriger la Fusion des sociaux démocrates. Elle a été reconduite dimanche à la tête du parti.

Elle a remporté le scrutin face à l'ancien député Daniel Hermogène, à l'issue du troisième congrès de cette organisation, le 22 avril 2018.

Ce congrès avait débuté sur fond de dissensions internes. Edmonde Beauzile avait accusé le conseiller du parti, Victor Benoît, d'être derrière ces dissensions. Victor Benoît avait pour sa part critiqué la mauvaise gestion de Beauzile à la tête du parti et sons opposition à l'accession de jeunes membres compétents à la direction du parti.

PHTK fait des changements dans son directoire

Des changements interviennent au niveau du directoire du parti haïtien Tèt Kale (PHTK). Le nouveau conseil exécutif du parti est composé de 15 membres. Il est présidé par Sainphor Liné Balthazar.

OPL congrès

L'Organisation du peuple en lutte était en congrès également au cours du week-end, à Jacmel, dans le sud-est, pour renouveler son directoire.

L'ouverture du congrès a été perturbée par des jets de pierres qui provenaient d'une manifestation pour réclamer de l'électricité. Cet incident ne visait pas le congrès de l'OPL, mais a tout de même obligé le parti à déplacer cette activité vers Marigot pour des raisons de sécurité, a fait savoir l'ancien sénateur Edgard Leblanc.

Manifestant abattu

AHP - Un militant a été abattu jeudi (18 avril) lors de la première d'une série de manifestations à Port-au-Prince et en province pour exiger le départ du président Jovenel Moïse et l'arrestation des citoyens accusés d'implication dans la dilapidation des fonds PetroCaribe.

Le militant tué répond au nom de Hubert Pierre, membre du Bloc de l'opposition démocratique (BOD). Les manifestants pointent du doigt des agents de l'UDMO qu'ils accusent d'avoir ouvert le feu sur les manifestants à hauteur de Delmas 55, alors que tout se déroulait de façon pacifique.

La police, par la voix de son porte-parole adjoint, Garry Desrosiers, nie que des policiers aient tiré sur les manifestants et affirme même que le meurtrier qui se nommerait Frankly Hippolite, aurait tué Hubert Pierre qui cherchait à lui voler sa chaîne.

Un responsable du BOD rejette les accusations de la police: « La police ne peut pas chercher à salir l'image du militant après l'avoir tué », dénonce Etzer Jean-Louis qui affirme que Hubert Pierre est un militant connu.

D'autres militants affirment aussi avoir vu des policiers tirer sur la victime et ont donné la plaque d'immatriculation du véhicule à bord duquel se trouvaient ces policiers, selon eux.

Le secrétaire général de la Plateforme Pitit Desalin, initiatrice de cette nouvelle série de manifestations, prévient qu'en aucun cas ce meurtre ne saurait nous intimider et ne restera qu'une manœuvre d'intimidation infructueuse ».

Les manifestants ont affirmé constater l'échec du pouvoir de Jovenel Moïse et ils réclament par conséquent son départ sans condition du Palais National.

Plus d'une centaine de morts violentes pour les 3 derniers mois

CE-JILAP qui tire la sonnette d'alarme, a déclaré avoir

(EN BREF / P. 14)

Haïti en Marche

Port-au-Prince

100 Avenue Lamartinière (Bois Verna) • Tel.: 2245-1910, Fax 2221-1323

Miami

173 NW 94th Street, Miami, Florida 33150
Tel. 305 754-0705 / 754-7543 • Fax 305 756-0979

New York (914 358-7559) • Boston (508 941-6897) • Montréal (514 337-1286)

email : melodiefm@gmail.com • haiti-en-marche@hughes.net

URL : www.haitienmarche.com
Library of Congress # ISSN 1064 - 3896

Printed by Southeast Offset : (305) 623-7788

Le Fonds monétaire international durcit le ton contre la corruption

Washington (AFP) - Le FMI a décidé de durcir le ton en matière de lutte contre la corruption en évaluant de manière plus systématique le phénomène dans ses pays membres et en les encourageant à s'attaquer aussi aux acteurs privés.

Le Fonds monétaire international, qui a reconnu, dimanche, avoir manqué de "clarté" par le passé dans ce domaine, a adopté un nouveau cadre réglementaire pour permettre à ses équipes, via leurs missions annuelles sur le terrain, d'évaluer de manière régulière "la nature et la gravité de la corruption". Et ce, dès le 1er juillet.

La corruption affecte tous les pays dans le monde, le secteur public comme le secteur privé. Elle sévit en outre à tous les échelons de la société, comme l'illustre la condamnation récente de l'ancien président brésilien Lula à plus de 12 ans de prison pour corruption passive et blanchiment d'argent.

"Nous savons que la corruption affecte les pauvres (...), sape la confiance dans les institutions", a commenté la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, qui participait dimanche à une conférence sur le phénomène.

La corruption englutit surtout chaque année 2% de la richesse mondiale et nuit au partage équitable de la croissance économique, avait déjà estimé l'institution de Washington dans un rapport publié il y a deux ans. A eux seuls, les pots-de-vins versés chaque année dans le monde totalisent entre 1.500 à 2.000 milliards de dollars, soit pas loin du produit intérieur brut (PIB) français, avait-il alors détaillé.

Pays riches et en développement sont concernés mais ce sont les populations les plus défavorisées qui en sont les premières victimes parce que celles-ci dépendent davantage de services publics plus coûteux en raison de la corruption.

La corruption "est un problème qui implique de nombreux acteurs et qui est multidimensionnel", a souligné Lea Gimenez, ministre des finances du Paraguay, un pays d'Amérique du sud submergé par la corruption. Malgré une politique de lutte contre la corruption endémique, le Paraguay restait classé 135e sur 180 pays en 2017 par Transparency International.

- Secteur minier et construction -

Face à "la corruption experte dans l'art de la dissimulation", "nous devons être transparents", a-t-elle encouragé.

"Nous ne devons pas interférer dans la politique (des pays) mais lorsqu'il en va de problématiques macroéconomiques (...), lorsque nous négocions le début d'un programme (d'aide financier), nous avons toute la légitimité pour agir", a argué Christine Lagarde, anticipant d'éventuelles critiques.

Elle a ainsi souligné que l'élaboration d'un programme d'aide pouvait être l'occasion "de mettre un maximum de pression" pour exiger des informations complètes.

Le FMI n'a pas de pouvoir policier en matière de corruption mais il peut exercer une certaine pression via ses programmes d'aide financier. Il a ainsi conditionné le déblocage de fonds supplémentaires pour l'Ukraine non seulement à la

mise en oeuvre de réformes mais encore à de réels progrès dans sa lutte contre la corruption omniprésente dans le pays.

"La corruption prospère dans l'obscurité", a ajouté Christine Lagarde, se félicitant que les équipes du FMI avaient obtenu du comité de direction le feu vert "pour être plus intrusifs".

Fait nouveau, le Fonds va s'attaquer aux acteurs privés, dont les multinationales, qui se livrent à des pratiques de corruption ou qui contribuent au blanchiment d'argent.

Pour ce faire, il encourage les pays membres "à se prêter volontairement à une évaluation de leurs dispositifs juridiques et institutionnels" dans le cadre des missions annuelles de surveillance du FMI.

L'institution va examiner en particulier "s'ils criminalisent et jugent le versement de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers et s'ils disposent de mécanismes adéquats pour éradiquer le blanchiment et la dissimulation d'argent sale".

Sur ce point, Christine Lagarde a souligné que le Fonds pouvait demander à examiner le détail des contrats des entreprises, observant que les secteurs minier, de la construction et des télécommunications étaient les plus touchés par la corruption.

De son côté, le ministre béninois du développement Abdoulaye Bio-Tchané a plaidé pour la lutte contre l'impunité des auteurs de corruption. Pour cela, "vous devez vous assurer que toutes les lois et réglementations sont en place pour sanctionner les auteurs, et assurer que l'on peut véritablement mettre en oeuvre une politique anticorruption", a-t-il dit.

L'ÉVÉNEMENT

Retrait de Mgr Louis Kébreau de l'organisations des Etats généraux p.1

AMÉRIQUES

Le nouveau président cubain Diaz-Canel promet de poursuivre l'œuvre des Castro p.1
La révolution cubaine a vaincu le racisme ? p.2
De quoi Mike Pense et Jovenel Moïse ont-ils parlé ? p.6

POLITIQUE

Une nouvelle conjoncture pleine de menaces p.1

GOUVERNEMENT

Parlement : 72 heures pour remanier le cabinet ministériel p.1

EDITORIAL

Un Premier ministre qui vit un conte de fée p.1

ACTUALITES

Un haïtien tué à la frontière p.2

ECONOMIE

Le FMI durcit le ton contre la corruption p.3

OUR ENGLISH SPECIAL

The Little Haiti Book Fair May 5th and 6th p.10

DEVELOPPEMENT

Un mois d'avril très chargé p.13

SPECIAL SEMAINE DIASPORA EN REP. DOM.

Le président du Sénat plaide pour la participation politique des expatriés p.15

S
O
M
M
A
I
R
E

Insécurité Les bandits donnent du fil à retordre à la Pnh

P-au-P, 18 avril 2018 [AlterPresse] ---- La Police nationale d'Haïti (Pnh) promet de mettre hors d'Etat de nuire les bandits armés qui sèment la terreur dans les quartiers populaires, dans un entretien accordé à l'agence en ligne AlterPresse.

Une opération policière menée dans l'après-midi du mardi 17 avril à Cité de Dieu (au bas de la ville) et ses environs n'a pas permis à la Pnh de mettre la main au collet des bandits.

Des affrontements armés entre des forces de l'ordre et des gangs armés ont créé une panique dans la zone, qui a été vite désertée par les citoyens.

« Il y a eu une fuite qui a permis aux bandits de réagir. C'est ce qui a été à l'origine des tirs nourris entendus » dans cette zone, selon le porte-parole de la Pnh, Frantz Lerebours.

Les gangs armés ont ouvert le feu sur les policiers en mission, qui ont riposté, rapporte-t-il.

Par peur de représailles, certains membres de la population auraient prêté allégeance aux bandits, croit-il, en promettant que « cette situation ne va pas durer ».

Ce quartier serait contrôlé par un dangereux chef de gang connu sous le nom d'« Arnel » qui aurait eu le temps de prendre la fuite, lors de l'opération policière, pour laquelle

(BANDITS / P. 7)

Découvrez les nouvelles fonctionnalités qu'offre la version

UNIBANKOnline CORPORATE®

POUR ENTREPRISES ET INSTITUTIONS

Sécurité
• ONE-TIME PASSWORD

Flexibilité
• MULTI UTILISATEURS
• MULTI ENTREPRISES

Avantages
• GESTION PAYROLL
• MOBILE FRIENDLY
• RAPPORTS D'AUDIT-TRAIL

MULTI UTILISATEURS
Configuration de plusieurs utilisateurs simultanés.
Contrôle d'accès et de limites de transactions par utilisateur.

MULTI ENTREPRISES
Un seul profil pour la gestion de comptes de plusieurs entreprises.

ONE-TIME PASSWORD
Mot de passe à usage unique valable pour une session ou une transaction.

GESTION PAYROLL
Programmation automatisée des transactions de payroll sur les comptes d'employés.

MOBILE FRIENDLY
Interface compatible avec les appareils mobiles.

RAPPORTS D'AUDIT-TRAIL
Rapports détaillés de vérification des transactions et requêtes effectuées par les utilisateurs sur la plateforme.

Pour vous inscrire, visitez notre site : www.unibankhaiti.com
ou écrivez nous à corporate.online@unibankhaiti.com
Pour plus d'informations, appelez au 2942-6635 / 2942-6646

UNIBANK
★★★★★
"Faisons route ensemble"

UNIBANK S.A.
08 7566

POLITIQUE : 72 heures pour remanier le gouvernement. Et après ?

(REMANIEMENT... suite de la 1ère page)

Selon le commun des mortels, les députés et sénateurs alliés au parti au pouvoir (PHTK ou Parti Ayisyen Tèt Kale), qui domine à la fois le législatif et l'exécutif, ont hâte de voir confirmer leurs choix pour les portefeuilles ministériels qu'ils ont probablement déjà soumis au chef de l'Etat.

Par contre si ce dernier traîne autant les pieds c'est qu'il subit probablement d'autres pressions et qu'il connaît des difficultés à prendre une décision définitive.

Dans le cas où le chef de l'Etat s'obstine, le pouvoir législatif qui est chargé par la Constitution en vigueur du contrôle des actes de l'exécutif, peut convoquer le gouvernement avec le premier ministre en tête, et à la majorité (donc au bénéfice des PHTK et alliés) prendre un vote de non confiance, signifiant le renvoi du gouvernement en fonction.

C'est donc une atmosphère de mini-crise qui menace de s'installer au sein même du parti au pouvoir, puisque ce sont les mêmes Tèt Kale qui ont fait élire Jovenel Moïse à la présidence de la République.

Cependant le raisonnement selon lequel le seul mobile de la majorité parlementaire c'est son impatience de voir ratifier ses choix pour les postes ministériels, est désormais insuffisant, étant donné que nous nous trouvons déjà dans une crise politique bien plus large avec le pouvoir d'achat des citoyens réduit simplement à zéro, cela doublé d'une hausse redoutable de l'insécurité et de nouvelles formes de criminalité (assassins déguisés en prêtres vodou et meurtres faussement rituels) etc ...

Gros privilèges et grasses prébendes ...

Mais tout cela en même temps que l'opinion a tendance à considérer que pendant que les choses se détériorent ainsi, les détenteurs du pouvoir quant à eux se la coulent douce, et parmi ceux-là on implique, depuis la ratification du dernier budget public (2017-2018) particulièrement sénateurs et



Les sénateurs Latortue (à droite) et Beauplan qui se sont succédés dans l'étude du dossier de dilapidation des fonds Petrocaribe

députés, qui malgré la crise économique, pense-t-on, continuent à bénéficier de toutes sortes de gros privilèges et de grasses prébendes.

Par exemple, pour les dernières festivités pascales comme précédemment pour le carnaval et la Noël : 1 million de gourdes par sénateur et 500.000 pour chaque député. En plus de leurs salaires (au pluriel) et de nombreux frais.

La majorité parlementaire a donc raison de craindre que le ras le bol général que traverse aujourd'hui le pays, ne se retourne contre elle.

C'est peut-être une autre raison tout aussi importante de sa part pour activer le changement de gouvernement - qu'uniquement la pression en faveur du choix en premier lieu de ses ouailles.

Trop de pouvoir nuit ...

Il existe de fortes possibilités que la crise actuelle ne vienne à menacer en premier lieu la majorité PHTK vu que son image est en train de chuter à pic dans l'opinion.

Et alors qu'elle aspire naturellement à garder le monopole du pouvoir pour bien plus longtemps que la présidence 'JOMO' (Jovenel Moïse - 2017-2022).

Or un changement de gouvernement fournit toujours une occasion de laisser planer quelque impression de renouveau après une présumée correction des erreurs commises par l'équipe sortante.

Pourquoi d'ailleurs les chefs de file de l'opération, côté parlement, insistent sur les soi-disant ministres moins performants.

Mais ce n'est pas tout, il faut compter aussi dans cette analyse, avec l'opinion qui ne semble manifester aucun intérêt particulier pour ce projet de remaniement ; c'est donc que à ses yeux le problème est bien plus vaste, le problème est entier.

Donc encore plus redoutable pour la majorité au pouvoir.

Mais quoi, c'est aussi le prix à payer pour détenir le monopole du pouvoir comme le régime en place.

Trop de pouvoir nuit !

Haïti en Marche, 20 Avril 2018

Politique : Le bloc majoritaire du Sénat menace d'interpeller des ministres en cas d'un remaniement sans le consulter

P-au-P, 20 avril 2018 [AlterPresse] --- Le bloc majoritaire du sénat envisagerait d'interpeller des ministres au cas où le président de la République, Jovenel Moïse, déciderait de procéder, sans le consulter, à un éventuel remaniement ministériel.

C'est ce qu'a fait savoir le président de ce bloc, le sénateur Kedlaire Augustin, dans une entrevue accordée à l'agence en ligne AlterPresse.

Si le président fait cavalier seul, le bloc majoritaire du sénat entamera son propre « remaniement » touchant le plus grand nombre de ministres possibles, met en garde le sénateur Kedlaire Augustin.

Nous avons le pouvoir d'interpeller le nombre de ministres que nous voulons et de les renvoyer pour donner place à d'autres, avance le parlementaire.

Le sénateur Augustin souligne la nécessité d'effectuer

un remaniement au niveau de plusieurs ministères avec l'accord du bloc majoritaire au niveau du sénat, entre autres.

Des pourparlers ont déjà eu lieu entre le chef de l'Etat Jovenel Moïse et le bloc majoritaire de la chambre basse mais pas encore avec celui du sénat, déplore-t-il.

Francisque Delacruz, le président du bloc majoritaire de la chambre des députés, a donné, le jeudi 19 avril 2018, un ultimatum de 72 heures à Jovenel Moïse pour procéder à un remaniement au sein du gouvernement.

Le président du sénat Joseph Lambert a également appelé le président de la République à procéder à ces changements ministériels.

Intervenant dans les médias, un conseiller politique et un porte-parole du chef de l'Etat ont évoqué l'éventualité d'un remaniement ministériel, tout en plaidant en faveur du

respect des prérogatives de chaque pouvoir.

Plusieurs raisons justifieraient, pour plus d'un, ce remaniement, notamment la mauvaise gestion de la chose publique par les autorités.

Les syndicats notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la branche textile n'ont cessé de critiquer le laisser-aller du pouvoir actuel.

Le bilan de la première année de l'administration Moïse/Lafontant est très maigre, selon des organisations de droits humains et politiques.

D'ailleurs, beaucoup de promesses de campagne faites par le président Jovenel Moïse ne sont pas honorées.

L'accès de la population à l'alimentation, la lutte contre la corruption généralisée et contre l'impunité restent toujours au niveau des palabres.

Note-circulaire aux opérateurs de télécommunications participant de la tutelle régulatoire du CONATEL

La Direction Générale de l'Organe Exécutif du Conseil National des Télécommunications (CONATEL) a l'avantage de rappeler aux opérateurs de télécommunications participant de sa tutelle que le jeudi 26 avril 2018 sera célébrée, sous l'égide de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), institution spécialisée des Nations Unies pour les télécommunications, la Journée Internationale des Jeunes Filles dans le secteur des TIC.

La Direction Générale de l'Organe Exécutif du CONATEL accommodera dans son agenda plusieurs activités autour de cette manifestation phare du secteur des TIC qui seront organisées au bénéfice des jeunes filles des villes de

Jacmel, de Jérémie, de Port-au-Prince, de Saint-Marc et de la Croix des Bouquets.

Dans cet esprit, la Direction Générale de l'Organe Exécutif du CONATEL invite l'ensemble des opérateurs de télécommunications à s'associer à la commémoration de ladite journée, chacun en ce qui concerne ses obligations vis-à-vis de la population.

La Direction Générale de l'Organe Exécutif du CONATEL adresse, l'expression de ses meilleures salutations aux opérateurs de télécommunications.

Jean-David RODNEY, Ing.
Directeur Général

MEGELS LIMO
SERVICE

CONTACT US
TOLL FREE: 1-888-383-2856
OR: 305-620-8300
FAX: 305-620-8332
CELL: 305-986-8811

103.3FM / www.radiomelodiehaiti.com

RETRAIT DE MGR KEBREAU Les Etats généraux suspendus à un fil ?

(ETATS GENERAUX... suite de la 1ère page)

Etats généraux sectoriels de la Nation, qui tire sa révérence avant même le démarrage du projet c'est le président du comité lui-même.

Mais de plus ce n'est pas une quelconque personnalité mais un membre éminent de l'Eglise catholique, c'est Mgr Louis Kébreau.

C'est donc un coup dur. Si ce n'est un coup fatal.

Mgr Kébreau aurait prétexté comme excuse ses responsabilités ecclésiastiques.

Faut-il rappeler qu'il est à la retraite ! Par contre il peut s'agir de responsabilités sur le plan moral, d'éthique.

On n'est pas prêtre comme on est maçon ou comptable.

On doit continuellement prêcher d'exemple.

Cependant Mgr Louis Kébreau est supposé proche du parti au pouvoir, le Parti Ayisyen Tèt Kale (PHTK) dont le fondateur, l'ex-président Michel Martelly, a entretenu des liens particuliers avec l'épiscopat haïtien, outre qu'il a accompli deux visites au pape François à Rome.

Le président Jovenel Moïse s'y est déjà rendu aussi à son tour, accompagné de toute sa smala.

Tout comme le président Martelly avait pu obtenir que le premier cardinal haïtien, Monseigneur Chibly Langois, accepte de présider son Dialogue national (2014) qui a débouché sur un remaniement ministériel qui a pu faciliter la tenue des élections générales de 2015.

Succession de retraits fracassants ...

Jovenel Moïse n'a pas hésité à solliciter à son tour qu'un grand personnage de l'Eglise accepte de prendre la tête d'une même tentative de relancer la machine du pouvoir.

Or Mgr Louis Kébreau avait accepté.

Puis pour environ un mois après, faire machine arrière.

Il est vrai qu'il n'est pas le premier.

Les Etats généraux sectoriels du président Moïse ont fait jusqu'à présent l'actualité pour la succession de retraits fracassants de personnalités préalablement choisies.

Certaines pour l'avoir été sans, disent-elles, qu'on eut sollicité leur consentement.

C'est le cas d'un universitaire et constitutionnaliste émérite, le professeur Claude Moïse.

approprié ?

L'opposition accuse le chef de l'Etat de tenter là une opération poudre aux yeux devant l'impossibilité d'accomplir ses promesses de campagne.

Mais l'Eglise catholique n'a pas pour réputation

d'être aussi frileuse.

Par contre le bilan de son intervention en 2014 au Dialogue national aux côtés du président Michel Martelly, peut avoir laissé à désirer.

De fait les futures présidentielles (2015) seront annulées (si l'on peut dire) pour vice de forme, puis rejouées une année plus tard pour reconduire la victoire de Jovenel Moïse.

Celui-ci n'en a pas été content alors que la communauté internationale considère que cela renforce sa légitimité.

En tout cas lors de l'investiture du 7 février 2017, les PHTK prirent leur revanche (bassement) en ne plaçant pas de fauteuils pour les membres du gouvernement provisoire sortant !

Et quelque temps plus tard, le président Jovenel Moïse récidiva en enlevant à son prédécesseur provisoire les privilèges accordés aux anciens chefs de l'Etat.

Après tout ça, l'Eglise catholique peut bien être arrivée à la conclusion que ses dernières expériences dans la vie politique haïtienne n'ont pas été tout à fait heureuses.

Sur ce rappelant Mgr Louis Kébreau à la 'primauté de ses responsabilités ecclésiastiques'.

Mais pour Jovenel Moïse c'est un coup dur.

C'est la première pierre d'un édifice qui tombe, donc menaçant d'entraîner aussi



Première composition du comité de pilotage des Etats généraux sectoriels mais qui n'a pas fini de se désintégrer depuis

Puis c'est l'ex-premier ministre Jacques Édouard Alexis qui tire sa révérence parce que refusant de se retrouver attablé avec un adversaire politique qui avait dit de lui pis que pendre.

L'adversaire en question est l'ex-sénateur de l'OPL (Organisation du peuple en lutte) Yrvelt Chéry.

Celui-ci a présenté la semaine dernière une manière d'excuse mais pour préciser que lui non plus n'a pas encore donné son accord pour figurer au comité d'organisation des Etats généraux du président Moïse.

Puis est tombé le coup de massue : le retrait de Mgr Louis Kébreau.

La première pierre d'un édifice qui tombe ...

La Présidence n'avait encore fait aucun commentaire jusqu'au début du week-end écoulé.

Mgr Kébreau a-t-il l'impression que l'entreprise est mal partie et qu'il est encore temps de se retirer ?

Ou l'Eglise qui considère que le moment n'est pas

tout le reste.

Qui trop embrasse mal étreint ...

Le président avait peut-être visé trop haut en choisissant d'honorer son entreprise de la 'pourpre ecclésiastique'.

Il manquera à l'ouverture (si jamais elle finit par avoir lieu) des Etats généraux sectoriels de la Nation, si l'on peut dire, l'onction sainte dont rêvait notre second président PHTK.

Mais comme dit le proverbe, qui trop embrasse mal étreint !

Car en partant, Mgr Kébreau peut avoir emporté avec lui toute la dignité de l'entreprise tant caressée par l'hôte du palais national qui en fait de réalisations dignes de ce nom, n'a, du moins jusqu'à présent, pas l'embaras du choix.

Des Etats généraux avec la bénédiction papale ou presque, faut le faire !

Haïti en Marche, 19 Avril 2018

États-Généraux : Mgr Louis Kébreau démissionne de son poste de président du comité de pilotage

Port-au-Prince, jeudi 19 avril 2018

Son Excellence Jovenel Moïse
Président de la République
Palais National

Monsieur le Président de la République

Le pilotage des États Généraux de la Nation haïtienne postule, pour que cet envoi soit réalisable, de prendre en considération les conditions atmosphériques et les turbulences qui peuvent surgir à tout moment dans un environnement fragilisé et fracturé par de nombreuses blessures.

Lors de votre campagne présidentielle vous avez proposé à la nation haïtienne un vaste projet invitant les haïtiens à développer une conscience nationale faite d'amour pour la patrie commune débouchant sur le respect pour la maison commune et cultivant le sens de l'appartenance.

Aujourd'hui vous invitez les différentes composantes

de la Nation à entrer en dialogue pour sonder ce que veut et attend le peuple haïtien pour son plein épanouissement et son mieux être.

Le temps alloué pour la réalisation de cette entreprise me paraît vraiment très court. Vu mes engagements pastoraux et les fréquents déplacements que je dois effectuer par souci de fidélité à la parole donnée à ceux et celles que j'accompagne dans leur croissance humaine et spirituelle, il me sera impossible de faire la coordination entre ces obligations pastorales et l'exercice de la responsabilité que vous m'avez confiée comme Président du Comité de pilotage des États Généraux Sectoriels. Je me vois donc dans l'obligation de me décharger de cette mission croyant qu'il m'était possible de mener de front ces engagements.

Je vous prie, Excellence, Monsieur le Président de la République, de croire que je resterai présent par la prière pour soutenir le bon combat de ceux et celles qui auront à affronter des responsabilités accrues avec une sagesse accrue.

Je saisis l'occasion de renouveler, à votre Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Mgr Louis Kébreau, sdb

FICHE D'ABONNEMENT

Haïti en Marche

Nom (your name)

Adresse (your address)

Pays Téléphone (country) (phone number)

Coût (cost)	6 Mois (month)	1 An (year)
Haïti	uss 40.00	uss 78.00
Etats-Unis	40.00	78.00
Canada	42.00	80.00
Europe	70.00	135.00
Amérique Latine	70.00	135.00

Pour vous abonner, vous pouvez :

- Verser le montant de \$78.00 pour un abonnement d'un An sur notre compte PayPal. (MasterCard, VISA, AMERICAN EXPRESS)
- Envoyer votre chèque (USS 78.00) rédigé à l'ordre de Haïti en Marche à l'adresse suivante: 173 N.W. 94th Street Miami, Florida 33150
- Pour nos futurs abonnés de Port-au-Prince, déposez votre chèque (USS 78.00 ou équivalent en gourdes) au : 100 Avenue Lamarinière, au Bois Verne.

www.haitienmarche.com

Hériveaux critique ouvertement Mgr Kébreau

Port-au-Prince, samedi 21 avril 2018 ((rezonodwes.com))-- Toujours avec sa verve habituelle, Dr Rudy Hériveaux, l'ancien militant farouche Lavalas, devenu ministre de la Communication de Martelly, puis directeur général du ministère des Affaires Sociales sous l'administration Moïse-Lafontant, n'a pas digéré le retrait de Mgr Louis Kébreau du comité de pilotage des États Généraux de la Nation.

Hériveaux a déclaré avoir lu, presque avec les larmes

aux yeux, la "fameuse lettre" de Mgr Kébreau qui, selon lui, a tenté, de manière très maladroite, de justifier l'injustifiable, alors qu'il dispose d'assez de temps, puisqu'il est à la retraite.

"C'est regrettable et c'est dommage que Mgr Kébreau ait décidé de prendre cette direction, et je me demande quel espoir il reste pour le pays quand des gens, qui auraient dû être dotés de la moralité nécessaire, refusent de prendre leur

(KEBREAU / p. 7)

De quoi Mike Pence et Jovenel Moïse ont-ils parlé ?

PORT-AU-PRINCE, 18 Avril – Le président Jovenel Moïse, qui est rentré lundi de sa participation au 8^e Sommet des Amériques à Lima (Pérou), les 13 et 14 Avril écoulés, a rapporté avoir rencontré plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement du continent dont le président de la Bolivie, Evo Morales, qui l'a invité officiellement dans son pays ; le nouveau président du

avons un nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Mme Michele Sison, on ne peut plus active, qui ne laisse passer une semaine sans l'inauguration d'un nouveau centre hospitalier, ou une nouvelle caserne pour la police des frontières etc.

N'empêche, nous aurions aimé (étant donné le droit du public à savoir ou comme on dit au pays de Mr Pence : 'the

...

Mais il y a d'autres sujets presque aussi importants à évoquer lors d'une telle rencontre. Par exemple, le TPS. Près de 60.000 de nos compatriotes menacés d'expulsion dès juillet 2019 parce que l'administration Trump-Pence n'a pas renouvelé le statut de résidence temporaire qui leur avait été



Jovenel Moïse et Mike Pence



Le président haïtien lors de son intervention au 8^e Sommet des Amériques

Chili, Sebastian Piñera, qui l'a informé officiellement de sa décision d'exiger désormais un visa aux voyageurs haïtiens qui ces derniers temps se sont dirigés par milliers vers ce pays en quête d'un mieux être.

Jovenel Moïse a noté dans son bilan une rencontre aussi avec le vice-président américain Mike Pence. 'On a parlé, a dit le président haïtien, de la coopération entre Haïti et les Etats-Unis' ...

Mais sans plus. Le président Moïse nous laisse sur notre faim car vu la situation déplorable sur le plan économique et inquiétante sur celui de la sécurité publique que nous traversons, pas un compatriote qui n'aurait aimé savoir ce qu'il a pu échanger avec le numéro 2 du pays que l'on a l'habitude de dénommer notre 'grand frère' (Big brother).

Et par conséquent le mieux placé pour venir à notre aide. Si l'on ne se trompe ...

A moins que ladite coopération entre les Etats-Unis et Haïti n'a pas besoin d'être davantage explicitée vu que nous

public's right to know') connaître un peu plus sur l'évocation faite entre les deux hommes de la coopération somme toute traditionnelle entre les Etats-Unis et Haïti.

Parmi les plus corrompus de la planète ...

N'y a-t-il rien que le président haïtien attend de la part de l'administration américaine ?

Et vice versa que l'administration Trump attend du président Jovenel Moïse ?

D'autant plus que, si je ne m'abuse, c'est au moins la deuxième fois que MM. Pence et Moïse ont l'occasion de se rencontrer, la première fois c'était à Miami lors d'un autre sommet continental.

Si notre mémoire est bonne, le vice-président américain avait évoqué la nécessité pour Haïti de sortir du cercle vicieux de la corruption - notre pays, selon Transparency International, figurant parmi les plus corrompus de la planète.

Or le président haïtien a fait dans son discours au

8^e Sommet des Amériques, une large référence aux efforts de son administration dans la lutte contre la corruption ; qu'en pense le vice-président américain ?

Notre délivrance ne viendra pas de ce côté

concéder par l'ex-président Obama au lendemain du séisme du 12 janvier 2010 qui a détruit la capitale haïtienne ainsi qu'une importante partie du reste du pays. Et vu que le pays est toujours pratiquement sous les décombres.

Outre que la plus grande partie des milliards recueillis pour la reconstruction d'Haïti n'ont, semble-t-il, jamais laissés les Etats-Unis.

Ce ne sont donc pas les sujets d'importance capitale (pour la nation haïtienne) qui pouvaient manquer lors d'une telle rencontre, qui aurait dû être au contraire exploitée par la partie haïtienne comme une occasion unique pour faire passer directement les desiderata du peuple de notre pays, peuple souffrant ...

Si tant est que c'était là les véritables motivations des gouvernants haïtiens lorsqu'ils avaient l'occasion de parler directement à ceux du pays exerçant la plus grande influence sur notre avenir et celui des 11 millions d'Haïtiens que nous sommes.

De quoi le président Jovenel Moïse a-t-il donc réellement parlé avec le vice-président américain Mike Pence ... en dehors de la traditionnelle coopération entre nos deux pays qui, de toute évidence, ne va point changer grand chose ? On ne saura pas.

Conclusion : notre délivrance ne viendra pas de ce

côté.

Mélo die 103.3 FM, Port-au-Prince

TPS
TOUT POUR LE STATUT

Un film-documentaire
DE VALÉRY NUMA

26, 27, 29 AVRIL 2018 | 26 AVRIL: 7H PM
EL RANCHO, SALLE ÉPICURE | 27 ET 29 AVRIL: 6H-7H40 / 8H-9H40

PLATINUM PRODUCTION PRESENTE TPS (TOUT POUR LE STATUT)
UN DOCUMENTAIRE DE VALÉRY NUMA SCÉNARIO MACKENDY JEUNE RÉALISATION JAMES GUILLOUX
MUSIQUE MANNO BEATS MONTAGE VALÉRY NUMA VOIX JACQUES-ADLER JEAN-PIERRE, CASSANDRE TRASYBOULE
RÉDACTION MACKENDY JEUNE PRODUCTION PLATINUM PRODUCTION

INFO-LINE: (509)3785-0027

Les Avis...

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, Maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Shella JULIEN, d'avec son époux Jean Juderns LOUIS pour incompatibilité de caractères. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet ; commet l'huissier Fleurimond A. PAUL de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement, compense les dépens.-

Ainsi jugé et prononcé par nous, Linx JEAN, Av. Doyen en audience ordinaire, civil et publique du vingt-et-un Septembre deux mille dix-sept, en présence de Hervé C. Hyppolite Substitut Commissaire avec l'assistance du Greffier Magloire DESIR.

Il est ordonné etc

En foi de quoi etc

Me. David Yves Claudy, Av.

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la dame Léana MONESTIME à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Frislet PIERRE d'avec son épouse née Léana MONESTIME, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Grande Saline de s'inscrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet, Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Phemond DAMICY, Juge en audience Civile et publique en date du jeudi douze Janvier deux mille dix-sept, en présence de Me. Soidieu TOUSSAINT, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Hugues D'HAITI, Greffier du siège.

Il est ordonné etc

En foi de quoi etc

Me. David Yves Claudy, Av.

Un premier ministre qui vit un conte de fée

(PM... suite de la 1ère page)

Commission sénatoriale justice et sécurité publique une déclaration à se rouler par terre. Alors que comme président du CSPN (Conseil supérieur de la police nationale), il était invité avec les autres membres du conseil à exposer ce que

C'est en effet là un piège qui guette tout puissant détenteur du pouvoir et Jacques Guy Lafontant ne fait tout simplement pas exception.

Or c'est le sachant parfaitement qu'un madré comme Papa Doc Duvalier (1957-1971) exigeait que tous ses ministres et hauts fonctionnaires habitassent en plein centre ville de la

'Judy in the sky' ...

Grosse surprise lorsque le président Aristide a été ramené de son exil washingtonien par les troupes américaines trois années après le putsch militaire de septembre 1991. Pour prononcer son discours, le président tant attendu par les 80 pour



Conte de Lewis Carroll mis en image par Walt Disney



Le premier ministre Jacques Guy Lafontant servi par de nombreux gardes du corps et conseillers

compte faire le gouvernement pour mettre un terme à la violente hausse de l'insécurité qui a vidé ces derniers jours le centre ville de la capitale, Jack Guy Lafontant de ressortir certaines statistiques selon lesquelles le taux d'insécurité en Haïti est bien au-dessous de la moyenne dans la région Amérique centrale - Caraïbe mais de plus que l'insécurité dont on parle tant en Haïti est une création des réseaux sociaux, donc n'existe pas véritablement.

On peut comprendre. Quand le premier ministre traverse la capitale c'est à toute vitesse, sous la protection de plusieurs colonnes d'agents de la circulation et dans un véhicule compact à vitres fumées.

Le premier ministre ne voit pas le même Port-au-Prince que vous et moi.

C'est Alice au pays des merveilles ou plus précisément le second tome : Le premier ministre Jack Guy Lafontant souffre du complexe d'Alice de l'autre côté du miroir.

Tout pouvoir rend fou ...

Qui ne connaît le conte de Lewis Carol. Au pays des merveilles où Alice est attirée irrésistiblement en suivant le Lapin blanc en smoking, on découvre un monde surréaliste, coloré et ingénu, le temps est dérégulé, on flotte, un monde où la logique a été abandonnée au profit de la folie, la folie douce.

Ce qui fait dire à l'autre : tout pouvoir rend fou. Et le pouvoir absolu rend absolument fou !

Notre premier ministre n'en est pas là, Dieu merci mais comme Alice il voit le monde à travers un miroir, et qui s'appelle justement aujourd'hui : les réseaux sociaux.

L'insécurité qui fait tant de bruit à l'heure actuelle en Haïti est, pour notre premier ministre JGL, une création des réseaux sociaux, c'est là qu'apparemment il s'informe. A ce niveau qu'il définit et interprète la réalité que nous vivons.

Insécurité Les bandits donnent du fil à retordre à la Pnh

(BANDITS... suite de la page 3)

Lerebours n'a signalé aucun blessé.

Récemment, des résidents de plusieurs quartiers populaires, situés au centre-ville de Port-au-Prince, ont manifesté pour exiger l'arrestation de deux chefs de gangs présumés, Armel et Bougoy.

Le chef de l'Etat Jovenel moïse a appelé les autorités à prendre des dispositions en vue de pacifier les zones chaudes.

Des opérations policières ratées, menées à Lilavois (nord de Port-au-Prince), le jeudi 12 octobre 2017, et Gran Ravin (périphérie sud-est de la capitale), le lundi 13 novembre 2017, avaient fait au total environ une douzaine de morts, dont plusieurs innocents.

capitale, de façon à toujours avoir l'œil et le bon.

Par contre aujourd'hui quand une violence est commise quelque part en ville, on ne voit pas un seul agent de l'ordre à l'horizon et s'il y en a un, il s'empresse de vider les lieux pour ne pas ... se compromettre.

Alors que, on dira ce qu'on voudra, je me souviens qu'on se livrait à une véritable compétition entre nous les reporters et le ministre de l'intérieur en ce temps-là pour savoir qui de nous deux parviendra le premier sur les lieux d'un incident.

cent qui l'avaient élu en décembre 1990, était protégé par un bouclier en verre transparent.

Le peuple fut déçu que son président soit enfermé dans une cage, même transparente.

Mais cela devait empirer. Au beau milieu de la crise politique qui éclata au cours du second mandat du président le plus populaire de l'après-Duvalier (2001-2004), et face aux violences quasi quotidiennes avec entrée dans le pays par la frontière avec la République dominicaine voisine d'une troupe de mercenaires sous le commandement d'un certain Guy Philippe aujourd'hui en détention aux Etats-Unis pour blanchiment d'argent provenant du trafic de la drogue, Aristide ne se déplaçait plus ... qu'en hélicoptère.

'Judy in the sky'. Alice dans les nuages !

Le second renversement dès lors ne pouvait être très loin.

La déclaration du PM Jack Guy Lafontant provoque un scandale, aussi bien dans l'opposition que chez les militants de base du pouvoir en place qui dénoncent en lui un personnage non existant, au pire un falot, en crée un zombie, au mieux Alice au pays des merveilles.

Alors que le premier ministre est peut-être celui qui nous dit le plus et le mieux la vérité sur ce que nous vivons : il y a en ce moment deux Haïti, celle des heureux bénéficiaires du pouvoir, qui vivent un véritable conte de fée ... Et les autres.

Mélodie 103.3 FM, Port-au-Prince

Hériveaux critique ouvertement Mgr Kébreau

(KEBREAU... suite de la page 5)

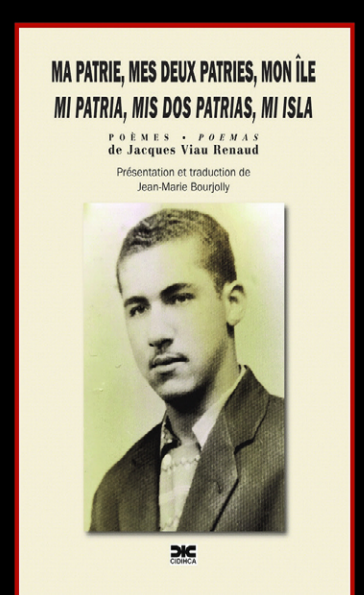
responsabilité", a martelé l'ancien député et sénateur de Fanmi Lavalas.

Hériveaux estime qu'heureusement, certains citoyens ne vont pas fuir ou agir en marrons et vont s'asseoir avec d'autres pour sortir une matrice dans laquelle seront implémentées les semences devant changer le visage du pays.

"Il est nécessaire que les États Généraux sectoriels de la nation se tiennent et ils vont se tenir", assure Hériveaux qui prévient que le président Jovenel Moïse va remplacer les déserteurs et que quelques grains de sable n'arriveront pas à enrayer la machine.

VIENT DE PARAÎTRE
aux Éditions du CIDIHCA :

MA PATRIE, MES DEUX PATRIES, MON ÎLE
(Poèmes de Jacques Viau Renaud, fils d'Haïti et de la République dominicaine)
Présentation et traduction de Jean-Marie Bourjolly



430, rue Sainte-Hélène, bureau 401
Montréal QC, H2Y 2K7 Canada
Téléphone : 514-845-0880
Courriel : cidihca@yahoo.com
Internet : www.cidihca.com

ÉDITION BILINGUE FRANÇAIS • ESPAGNOL

Jacques Viau est l'auteur d'une soixantaine de poèmes. Né en Haïti, il a trouvé refuge en République dominicaine avec sa famille à l'âge de six ans, un déracinement déchirant à plus d'un titre : « Rien ne s'éternise autant que le chagrin », écrivait-il. Jacques Viau avait deux patries : « deux morceaux de terre complémentaires / points cardinaux de ma tristesse / tombés de la rose des vents / comme des amants dont l'enlacement se serait rompu ». Il est mort à vingt-trois ans, en défendant sa seconde patrie contre une agression militaire des États-Unis. Les vingt-et-un poèmes présentés dans cette traduction reflètent les tensions qui ont marqué sa courte vie : ses déchirements personnels, mais aussi, sa lutte contre l'injustice et sa marche vers « le demain de tous, / et pour tous ». La poésie de Jacques Viau éclaire le chemin menant au respect mutuel et à l'amitié entre ces deux peuples d'une île partagée, passionnément aimée.

Format : 6 x 9 pouces • 180 pages

ISBN : 978-2-89454-352-8

Prix au public : 20 \$

CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE, CARIBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE

POLITIQUE : Une nouvelle conjoncture pleine de menaces commençant à être mises à exécution

(CONJONCTURE... suite de la 1ère page)

Le cadavre allongé sur le macadam, à Delmas, un trou à la poitrine par lequel s'écoule le sang chaud.

Aussitôt ses camarades manifestants accusent la

Seuls les organisateurs de la manifestation qui pourraient faire la différence, en apportant plus de lumière sur la personnalité du jeune homme qui a perdu ainsi la vie.

Selon d'autres manifestants au micro des journalistes

manifestations politiques sont souvent infestées en effet de pickpockets.

Mais d'un autre côté, c'est le même porte-parole adjoint de la police qui avait rapporté les faits, mais en les



Une opération de la Police nationale sur le terrain



Manifestation à l'appel du leader de l'opposition Moïse Jean-Charles

police nationale (UDMO ou unité du maintien de l'ordre).

Mais le porte-parole adjoint de la police affirme aussitôt sur les ondes que c'est un civil qui a tiré, parce que le jeune homme abattu aurait tenté de lui voler la chaîne qu'il portait au cou.

Et que le présumé meurtrier, qui (selon le porte-parole) détient un permis légal de port d'arme, a été emmené par les forces de l'ordre.

La manifestation avait été annoncée par la plateforme Pitit Desalin dirigée par l'ex-sénateur et candidat à la présidence, et un adversaire virulent de l'actuel pouvoir, Jean Charles Moïse.

Bien que ce dernier ne semble pas avoir été sur place lors du malheureux incident.

Pierre Hubert, 30 ans, militant du BOD ...

On ne va pas commenter outre mesure étant donné que chacun reste sur sa position - les camarades du manifestant tué apportant comme preuves que c'est la police qui a tiré : le numéro d'immatriculation du véhicule où se trouvaient les UDMO (I-0040), une Prado bleue, tandis que le porte-parole adjoint de la police maintient lui aussi sa version tout à fait contraire.



Disparu sans laisser de traces depuis plus d'un mois, le reporter Vladimir Legagneur

couvrant l'événement, son nom serait Pierre Hubert, 30 ans, militant du BOD – Bloc de l'opposition démocratique, affilié à la plateforme Pitit Desalin.

Cependant, d'un côté, on rapporte que les

changer totalement la perspective de la conjoncture politique à ce jour.

Cette conjoncture politique dont le président de

(CONJONCTURE / p. 13)

déformant, après la fusillade de Grand-Ravine (Martissant, 16 novembre 2017). Bilan : 2 agents tués et au moins 7 civils, la plupart des innocents parce que, pris au piège, le bataillon de la police semble avoir tiré sans ménagement.

Une conjoncture politique changeant totalement de perspective

...

Ceci dit, sans fermer la parenthèse, toujours aucune nouvelle de l'investigation menée par la police judiciaire (DCPJ) sur la disparition, depuis plus d'un mois, du photographe-reporter Vladjimir Lgagneur.

Probablement dossier fermé. C'était d'ailleurs l'opinion de la police dès le premier jour !

Que des dizaines de confrères défilent pour réclamer des éclaircissements, et que des associations de presse et autres, aussi bien nationales qu'internationales (CIDH ou Commission Interaméricaine des droits de l'homme), y prêtent leur voix, rien n'y change.

Or cela fait deux dossiers qui viennent

Cuba : Miguel Díaz-Canel, un homme moderne qui devra forger son aura

Ce « civil » de 57 ans aura la lourde tâche de poursuivre la transformation économique de l'île esquissée par le président sortant, Raul Castro.

SOURCE AFP

Il est le nouvel homme fort de Cuba. Apparatchik modèle de 57 ans, Miguel Diaz-Canel Bermudez a gravi discrètement les échelons du pouvoir jusqu'à devenir jeudi 19 avril le successeur du président sortant Raul Castro. Né après la révolution, ce civil aux cheveux poivre et sel aura la lourde tâche de fédérer autour de sa personne, de consolider les acquis de la révolution et de poursuivre la transformation économique esquissée par Raul Castro. Depuis qu'il a été désigné numéro deux de l'exécutif en 2013, l'homme qu'on dit abordable, quoique peu souriant et au talent d'orateur relatif, a pris de plus en plus d'espace dans les médias d'État et représente fréquemment Raul Castro lors de missions à Cuba et à l'étranger.

« Il y a cinq ans nous avions déjà la certitude absolue que nous avions visé juste » en nommant M. Diaz-Canel comme numéro deux du régime, a déclaré jeudi le président sortant, jugeant qu'il

était considéré comme « le meilleur » candidat à ses yeux et pour le parti unique. « Par ses vertus, son expérience et son dévouement, il remplira avec un succès absolu la tâche qui lui a été donnée », a promis Raul Castro. Dans les arcanes du pouvoir

cubain, sa qualité de « civil » et son goût pour les jeans et les tablettes numériques détonnent. Il a su se donner une image moderne en se faisant l'avocat d'une ouverture accrue de l'île à internet et d'une presse plus critique.

Derrière cette représentation, il s'est appliqué à éviter toute polémique, n'accordant aucune d'interviews et ne s'exprimant que lors d'activités publiques ou dans l'anonymat de réunions à huis clos. Ses partisans assurent qu'il « sait écouter » et insistent sur sa simplicité. Il sait toutefois aussi se montrer inflexible, comme l'a illustré l'année dernière une vidéo que la dissidence a fait fuiter. Dans ce document, il prône devant des cadres du parti l'intransigeance contre les portails internet d'information indépendants, une poignée d'ambassades et bien sûr l'opposition, illégale à Cuba.

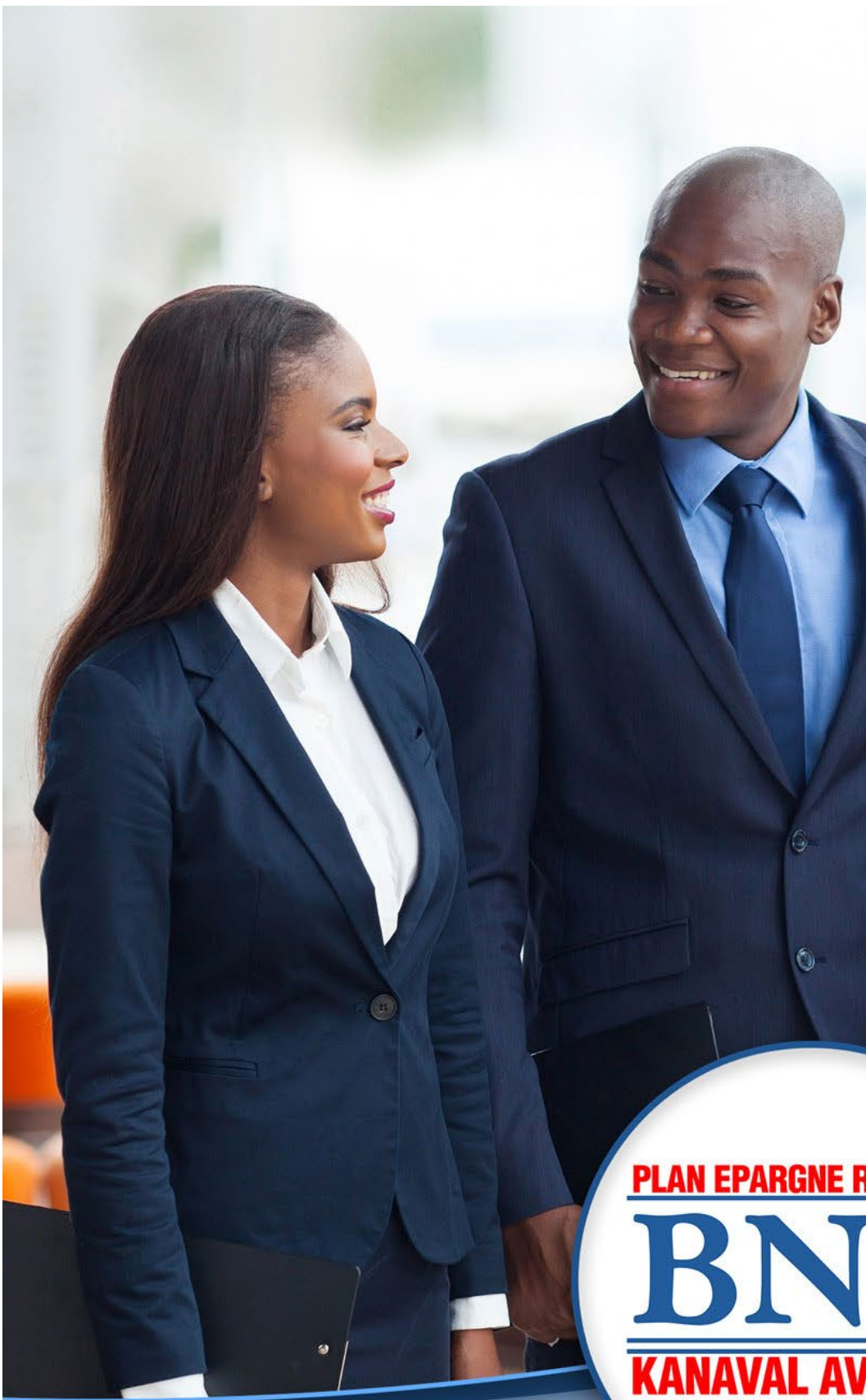
Parcours exemplaire

Professeur d'université au début de sa carrière, cet ingénieur en électronique est rapidement devenu un cadre du tout puissant Parti communiste cubain (PCC). En 1994, il est nommé premier secrétaire du PCC dans sa province, alors frappée



Raül Castro et son successeur Miguel Diaz-Canel (57 ans)

(DIAZ-CANEL / p. 11)



PLAN EPARGNE **RETRAITE ENTREPRISE**[PERE]

POUR L'ENTREPRISE

- Fidéliser les employés;
- Faciliter la gestion des fonds de retraite;
- Bénéficier des avantages fiscaux.

POUR LES EMPLOYÉS

- Bénéficier de taux d'intérêts compétitifs (supérieurs aux comptes d'épargne) variables en fonction du marché;
- Disposer d'un capital au moment de la retraite ou à leur départ de l'entreprise;
- Faciliter l'accès aux prêts de la BNC ;
- Réclamer des attestations bancaires;
- Jouir de certains avantages fiscaux.

PLAN EPARGNE RETRAITE
BNC
KANAVAL AVANTAJ

PLAN EPARGNE **RETRAITE PARTICULIER**[PERP]

- Disposer d'un capital au moment de la retraite ou à une date prédéterminée;
- Bénéficier de taux d'intérêts compétitifs;
- Faciliter l'accès à certains prêts de la BNC;
- Réclamer des attestations bancaires;
- Jouir de certains avantages fiscaux.



BNC: L'Expérience au Service de toutes les Générations!

2816-0011 | 2814-0311 | 2816-0053

www.bnconline.com

A month after journalist disappeared in Haiti, fear and no answers

Thursday, April 19, 2018

PORT-AU-PRINCE, Haiti (AFP) — A month after

photographer Vladjimir Legagneur disappeared in a violence-plagued area of Port-au-Prince, other journalists are fearful and Haitian authorities have provided little in the way of information.



The wife of the photo-reporter who has not been seen for more than a month

On March 14, the 30-year-old freelance photographer left in the morning for Grand-Ravine in Port-au-Prince's Martissant neighborhood.

The area is one of the poorest in the world and is plagued by deadly gang violence, and police have said they fear Legagneur is dead.

"What happened to Vladimir could have happened to any of us," said photographer Jeanty Junior Augustin.

"Faced with the total silence of the authorities, we are obliged to go out less... because we don't know what could happen to us," Augustin said.

After not hearing from her husband, Fleurette Guerrier began searching for him on the evening of March 14 and filed a report with the police two days later.

A hat belonging to him was recovered with the remains of a body in a vacant lot in Grand Ravine in late March, with investigators saying that DNA testing would be used to confirm the identity of the deceased.

But "so far, the police have not contacted his wife to obtain a sample to compare with the DNA test," Augustin said.

- 'Where is Vladjimir?' -

Haitian journalists organised a silent protest two weeks after Legagneur's disappearance, with more than 200 people marching behind a simple banner that read: "Where is Vladjimir?"

"With what has happened, we are looking more than before to be safe," said Jean-Jacques Augustin, the spokesman for the journalists' and photographers' union.

"When we have information, we will know more about how to act. But we don't understand why the police have said nothing all this time," Augustin said.

The police, for their part, insist that the investigation is ongoing.

"The police continue to search for people involved in the alleged assassination of Legagneur," police spokesman Frantz Lerebours said.

"We did not give up on the case, but as we always say, we cannot divulge our methods in the press," Lerebours said.

Media rights groups have expressed concern over Legagneur's fate and urged Haitian authorities to take action.

"A full, transparent investigation would demonstrate to the public and Legagneur's family and colleagues that authorities respect the vital role of the press in Haiti and are taking his disappearance seriously," said Maria Salazar-Ferro, the Committee to Protect Journalists' emergencies director.

Disappearance of Vladjimir Legagneur: 7 suspects have

been apprehended

At a recent press conference, a spokesperson with the Haitian National Police announced that in the next few days, the Head Office of the Criminal Investigation Department will provide additional information regarding the disappearance of the photojournalist Vladjimir Legagneur.

The Little Haiti Book Fair will be on May 5th and 6th of this year

The sixth edition of the Little Haiti Book Fair will have two women as its keynote speaker this year – Journalist Jacqueline Charles and Writer Edwidge Danticat, Nobel Prize winner in Literature.

The two women will launch the Fair, on Saturday, May 5th at 6 p.m. at the Little Haiti Cultural Center. That night, both women will make a presentation on the importance of doing research for the purpose of writing, whether for a book or a newspaper article. They will focus on the importance of research to avoid fake news or unconfirmed claims.

Sunday will be the day to meet with authors. The spokesperson of the event this year is writer Jessica Fièvre.

About a dozen authors will be on hand for book signings. They will also participate on various panels, including:

- Fanm Vanyan, a panel with 4 young women who published their first book.
- Haitian cuisine, which will make us relive our culinary traditions (Nadège Fleurimond)
- The medicinal virtues of plants with Dr. Frantz Delva
- Zombification

There will be also be a writing workshops on poetry with highlights on the recently deceased artist Wilfrid Daléus, as well as a workshop on comic strips, and one on how to publish a book.

As usual, children will not be forgotten. For the first time, several activities will be centered on drums. Children can get acquainted with different types of drums and test them out. Story-teller Lilianne Nérette Louis will be on hand to share some of her tales, and she will be accompanied with drumbeats.

Save the Date, May 5th and 6th, 2018. It will be the next weekend.

Chile: 3 Haitians, 1 Peruvian and 1 Chilean arrested for traffic of migrants from Haiti

After an investigation over the course of several months, the prosecutor's office, in Santiago de Chile, identified a network of migrants trafficking to Chile. The group offered a special service only to Haitian citizens to allow them to enter the country by legal measures claiming that they were tourists.

Prosecutor Paola Zárate, declared "there is an investigation on travel agencies which, under the cover of tourism, bring Haitian citizens to Chile," provide then with yellow envelopes and invent stories to get through immigration controls.

According to the leader of the Brigade on the Treatment of Immigrants, Cynthia Contreras, certain travelers paid a higher price and were swindled with false contracts and false reservations.

Several hundred Haitian citizens were apprehended and deported from Chile. The investigations led to three agencies which, for the cost of \$2,000 US dollars, provided an airline ticket, hotel reservations, and advice on how to stay in and settle in Chile.

Once in Chile, the travelers did not really go to a hotel. Instead, they had to retrieve the money borrowed to by-pass the requirement of \$ 1,000 for pocket money. With this method, the group realized profits of up to 160 Chilean dollars a week.

As part of this investigation, five people were arrested, including three Haitians, a Peruvian and a Chilean who operated starting with base antenna located in Haiti.

Chile's Visa Requirements Halt Haiti Influx, Ask for Skin Color

By Philip Sanders

April 19, 2018, 3:26 PM EDT

Chile's new visa requirements are making life harder for Haitians wanting to emigrate to the South American nation, and their impact has been immediate.

After almost 50,000 Haitians came to Chile in the four months through October, Chile imposed a visa requirement on all Haitians visiting the country as of April 16. As a result, tourist arrivals from Haiti dropped to 28 from April 16 to 18, compared with 215 in the week earlier period.

The application form has triggered controversy in Chile as it includes questions about skin color -- albino, white, yellow, olive, brown or black -- eye color and hair color, where you can say you wear a wig. Foreign Minister Roberto Ampuero said the questions have existed since 2005, but it is not clear on which forms.

"People who think this is new are making a mistake," Ampuero said. "There are two motives, in case of lost documents or accidents."

Ampuero also said Chileans had to give the same information when they are registered in Chile at birth. Again, it wasn't clear if that was accurate or why authorities would need a baby's eye or skin color.

At the same time that Chile imposed visa requirements on Haitians, it created a new visa for Venezuelans fleeing the country's economic collapse. They can now apply in Venezuela for a visa that gives them the right to work in Chile, without a pre-existing contract.

For more on confusion surrounding the new Venezuelan visas, click here

There are currently more than one million immigrants in Chile, of which about a third are undocumented.

No Money to Finance the Jovenel Moïse's Haitian Armed Forces

Minister of the Interior and National Defense, Hervé Denis, proposes a staff of 1,500 new soldiers by 2019. However, recognizing the lack of funds and the weakness of the Haitian economy, he said he is counting on the support of the friendly countries in Latin America, in particular Ecuador, Brazil and Mexico to help rebuild the Haitian Army.

Let us recall that since the launch of the recruitment of 500 servicemen in July, 2017, the Ministry of Defense, downgraded its objective due to budgetary reason, and has remains silent on what has happened to these candidates.

The answer of the Executive: Ministerial Change: "Jovenel Moïse does not intend to act under pressure nor threats from another power"

In response to pressures from the Members of Parliament ordering him to proceed with a cabinet reshuffle at the risk of recalling the government, the spokesman of the Head of State said that the Members of Parliaments know Jovenel Moïse very little if they think he is going to act under pressure.

Moreover, Lucien Jura told the Nouveliste that when the President of the Republic is not comfortable with his ministers, he will let it be known to everyone through the official newspaper "The Monitor."

Jovenel Moïse is resisting against the threats and pressures from the members of Parliament. The 72- hour ultimatum by Deputy Francisque De la Cruz for a cabinet reshuffle came to terms more than 24 hours ago, explained Jura. As long as there is no cabinet reshuffle published in The Monitor, it can be assumed that the Head of State is not uncomfortable with his government " , asserted the spokesman.

radiotélé Yaguana

Commerçants, hommes d'affaires avisés, maximisez vos ventes en diffusant vos annonces et vos publicités Sur Yaguana FM, 102.3 et sur Télé Yaguana, Chaîne 7. Radio-Télé-Yaguana, "Le phare de la région des palmes", Léogâne 46, Fonds Sable, Route de Darbonne www.yaguanafmhaiti.com Contact : Captain Bill 509-3741-2858

La Prophétie
SALON FUNÉRAIRE | MORGUE PRIVÉE
ASSURANCE DÉCÈS
Cercueil, Fleur, Chaise, Corbillard, Limousine

Pierre-Richard DONATIN, PDG

136, Rue de l'Enterrement, local Marcellus, P-au-P, Haïti (W.I.)
Tél.: (509) 3789 96 77 | 3450 53 29 | 4375 38 37

Aux USA et au Canada, écoutez sur votre cellulaire :
605 475 6924 ou 832 999 1705

Diaz-Canel promet de poursuivre l'oeuvre des Castro à la tête de Cuba

(CUBA... suite de la 1ère page)

comme attendu élu par les députés pour un mandat renouvelable de cinq ans, "avec 603 voix sur 604 possibles, soit 99,83% des suffrages", a annoncé devant l'Assemblée la présidente de la Commission nationale électorale Alina Balseiro.

Face aux députés, ce dernier s'est donné pour mandat "de poursuivre la révolution cubaine dans un moment historique crucial", mais aussi les réformes économiques entamées par Raul Castro, dans le but de "perfectionner le socialisme".

"Je viens travailler, je ne viens pas promettre", a déclaré le nouveau président avant de réaffirmer sa "fidélité au legs du commandant Fidel Castro, mais aussi à l'exemple, à la valeur et aux enseignements" de son prédécesseur.

D'ailleurs, a-t-il assuré, "Raul Castro présidera aux décisions de grande importance pour le présent et l'avenir de la Nation".

Ce dernier, qui quitte la présidence à 86 ans après plus de six décennies de pouvoir exclusif de la fratrie Castro, a confirmé qu'il resterait secrétaire général du puissant Parti communiste de Cuba (PCC) jusqu'en 2021, quand il cèdera les rênes du parti à son successeur à la présidence.

"A partir de là je deviendrai un soldat de plus au côté du peuple défendant cette révolution", a annoncé le président sortant, qui avait auparavant vanté les mérites de son dauphin.

- Transition générationnelle historique -

Raul Castro l'a préparé à assumer les plus hautes fonctions, l'envoyant représenter son gouvernement à l'étranger tandis que les médias d'Etat lui accordaient de plus en plus d'espace.

Apôtre du développement d'internet et d'une presse plus critique sur l'île, le nouveau président s'est peu à peu imposé aux côtés de Raul Castro, se donnant une image de modernité tout en demeurant économe en déclarations. Mais il peut aussi se montrer intransigent vis-à-vis de la dissidence ou de diplomates trop enclins à critiquer le régime.

Dans son discours de jeudi, il a proposé d'"employer mieux et davantage la technologie" pour promouvoir une

révolution qu'il a "juré de défendre jusqu'à son dernier souffle".

Chargé de conduire une transition générationnelle historique, il sera le premier dirigeant cubain à n'avoir pas connu la révolution de 1959 et devra se forger une légitimité. Hasard du calendrier, il fêtera ses 58 ans vendredi.

Miguel Diaz-Canel aura pour mission de maintenir

Nicolas Maduro a félicité "avec enthousiasme" son homologue, "fidèle représentant d'une brillante nouvelle génération, qui est né, a grandi et s'est forgé avec la Révolution cubaine".

Le président bolivien Evo Morales a lui applaudi M. Diaz-Canel comme "la garantie de l'approfondissement de l'héritage révolutionnaire du commandant Fidel Castro, de son frère Raul et du peuple cubain", tandis que le président chinois Xi Jinping a également adressé ses félicitations.

Plus sobrement, l'Union européenne "prend note" de ce changement à la tête de l'île, avec laquelle elle a initié un rapprochement.

- Des résistances attendues -

Pour le guider, le parti unique et le Parlement ont préalablement voté des "lignes directrices" qui dessinent les orientations politiques et économiques à suivre d'ici à 2030 et qui lui serviront de feuille de route.

"Il est assez difficile d'évaluer la capacité de Diaz-Canel à remplir les fonctions de président (...). Il vient du système mais c'est la rigidité du système qui constitue le plus grand obstacle pour avancer", note Michael Shifter, le président du groupe de réflexion Dialogue interaméricain, à Washington.

"Il peut s'attendre à des résistances", affirme l'expert.

Les Castro ont écrit une histoire unique de coopération au sommet, parvenant à résister pendant près de 60 ans à l'adversité de la super-puissance américaine et à l'effondrement du partenaire soviétique, aux conséquences dramatiques pour l'île.

Après avoir succédé en 2006 à son frère Fidel, mort fin 2016, Raul Castro a engagé une série de réformes autrefois impensables, comme l'ouverture de l'économie au petit entrepreneuriat privé, et a surtout orchestré un rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis.

Mais de l'avis des observateurs, les réformes ont été trop timides pour relancer une économie encore largement dépendante des importations et du soutien de son allié vénézuélien en plein déclin.



Raul Castro et Diaz-Canel

l'équilibre entre la réforme et le respect des principes essentiels du castrisme, et devra d'emblée s'atteler à poursuivre l'"actualisation" d'une économie encore étatisée à 80% et entravée depuis 1962 par l'embargo américain.

Cet embargo ne sera certainement pas levé sous le mandat du président républicain Donald Trump, qui impose depuis un an un sérieux coup de frein au rapprochement engagé fin 2014.

Dans sa première réaction jeudi, Washington s'est dit "déçu par le fait que le gouvernement cubain a choisi de réduire au silence les voix indépendantes et de maintenir son monopole répressif du pouvoir", fustigeant le système d'élections indirectes en vigueur qui ne laisse aucune place à l'opposition, illégale à Cuba.

En revanche, les alliés traditionnels de l'île ont salué l'arrivée au pouvoir de Diaz-Canel: le président vénézuélien

Miguel Díaz-Canel, un homme moderne qui devra forger son aura

(DIAZ-CANEL... suite de la page 8)

comme le reste du pays par la crise causée par la coupure des subsides vitaux de Moscou. En 2003, alors en poste dans la province stratégique de Holguin (est), riche en matières premières, il fait son entrée parmi les quinze membres du bureau politique du parti, une fonction indispensable à tout aspirant au pouvoir. D'autres dirigeants de sa génération, tels que l'ex-vice-président Carlos Lage ou les anciens ministres Roberto Robaina et Felipe Perez Roque, ont eu des carrières plus fulgurantes jusqu'à faire figure de dauphins potentiels avant lui, mais l'imprudence les a conduits à la disgrâce.

« Nous avons tenté de préparer une dizaine de jeunes, dont la majorité est parvenue au Bureau politique (du PCC), mais nous n'avons pas pu parachever leur formation. (Diaz-Canel) fut l'unique survivant de ce groupe », a expliqué jeudi le président sortant. En mai 2009, Raul Castro, qui a hérité trois ans plus tôt du pouvoir de son frère Fidel malade, le convoque à La Havane pour lui confier le ministère de l'Éducation supérieure, puis en mars 2012 il accède à l'une des huit vice-présidences du Conseil des ministres. Ne manquait alors que sa présence au sein du Conseil d'État, où il entre spectaculairement en 2013, accédant directement au poste de premier vice-président, soit numéro deux de facto du régime, reléguant au rang de simple vice-président son prédécesseur, le vieux compagnon de route des Castro José Ramon Machado Ventura, 87 ans.

Une aura à forger

« C'est le plus jeune parmi les hauts dirigeants, il a de longues années d'expérience, il a été le dirigeant du parti dans deux provinces (...) et il a été intégré de manière cohérente dans la vie publique », vante le politologue cubain Esteban Morales. Mais à la présidence du Conseil, M. Diaz-Canel deviendra de fait chef des armées, et devra composer avec la vieille garde des commandants « historiques », dont plusieurs pourraient encore occuper de hautes fonctions au sein du PCC et du gouvernement. Une tâche qui s'annonce ardue pour un homme dont l'expérience militaire se résume à un service de trois ans dans une unité de missiles anti-aériens entre 1982 et 1985.

« Il existe à Cuba une tradition d'hommes forts à la

tête de l'État », souligne l'expert cubain Arturo Lopez-Levy, professeur à l'Université du Texas Rio Grande Valley. Or « le profil de Miguel Diaz-Canel apparaît comme plus faible (...). Il n'a pas de pouvoir au-delà de celui qui lui a été donné », ajoute l'universitaire, soulignant aussi son silence sur les thèmes « décisifs pour le pays » tels que l'économie ou la diplomatie. Raul Castro pourra l'accompagner en gardant les fonctions de

secrétaire général du parti unique, qu'il n'abandonnera à M. Diaz-Canel qu'en 2021. « Raul a l'expérience, le leadership, et la reconnaissance pour conseiller le gouvernement et donner une cohérence au travail politique du parti en fonction des changements à mener », note M. Morales. Père de deux fils issus d'un premier mariage, M. Diaz-Canel est remarié à Lis Cuesta, universitaire spécialiste de la culture cubaine.

RUSSIE TÊT DWAT!

PASSION
TOURS ET EVENEMENTS

À partir du 12 juin
14 juillet 2018

Infos
(509) 3680 46 88
3752 78 37
3310 32 00
3663 40 11
passionnedhaiti@gmail.com

Visa Russe
Billet Aller- Retour
Hébergement
Transport interne
Petit Déjeuner
Billet Match

« La révolution cubaine a vaincu le racisme » selon un expert de Cuba

(CUBA ANALYSE... suite de la page 2)

Pour Hoffman, la tâche décisive de ce nouvel exécutif sera d'améliorer les conditions de vie de la majorité des Cubains, tout en laissant planer le doute sur sa réussite. La raison de cet échec possible réside dans le fait que les Cubains, depuis 1990, gèrent ce qu'il appelle « un socialisme en mode de crise ». Le pays ne s'est jamais relevé, estime-t-il, de l'effondrement de l'Union soviétique et de la suppression de l'aide économique russe. « L'économie étatique est inefficace. Elle se traduit par des salaires extrêmement bas : 30 dollars par mois ». L'expert pense que même si tout un ensemble de marchandises est distribué presque gratuitement avec le ticket de rationnement, les loyers bas et la formation gratuite, « on n'arrive pas loin à Cuba avec 30 dollars par mois ». Raúl Castro avait reconnu ce problème et a même tenté de réformer l'économie, « non pas pour mettre fin à la révolution de son frère, mais plutôt pour la sauver ».

En effet, Raúl Castro a voulu élargir le secteur privé et fusionner les deux monnaies cubaines : le peso convertible – fonctionnant comme une devise avec un taux de change d'achat et de vente indexé sur le dollar américain – et le peso d'usage quotidien, non convertible. Il n'a pas su imposer cette réforme. Hoffman met cet échec sur la « grande résistance » que l'ancien président cubain a rencontrée au sein du parti, dans l'armée et au niveau de la bureaucratie, « en partie pour des raisons idéologiques et par crainte d'une inflation incontrôlée ». L'expert allemand prévoit déjà que le successeur Miguel Díaz-Canel n'aura certainement pas le même pesant de pouvoir que Raúl. Et de fait, il lui sera d'autant moins facile d'appliquer avec succès des réformes.

Un apparatchik modèle

Né en 1960, Miguel Díaz-Canel vient de la province Villa Clara, dans le centre du pays. Après un temps passé au sein de l'armée, l'ingénieur électronique a fait carrière dans la Jeunesse communiste. En tant que responsable régional, le fonctionnaire avait rendu possible une vie culturelle assez libérale. En 2003, à 43 ans, il entre au bureau politique du parti, comme le plus jeune membre et prend la présidence de la province Holguín. Plus tard, il devient ministre de l'Enseignement supérieur puis vice-président de la République. Díaz-Canel est vu comme un cadre de parti rigide, compassé, un apparatchik modèle.

Díaz-Canel a longtemps été considéré comme le bras droit de Castro. Le chef suprême a dit de lui qu'il n'était pas une « roue de secours » : il a démontré sa stabilité idéologique. On rapporte qu'à la différence d'autres jeunes cadres du parti de sa génération, Díaz-Canel a réussi à ne jamais tomber en disgrâce au cours de son ascension politique.

Notre observateur le décrit comme un cadre administratif « austère ». « Il incarne le camarade loyal –

d'autres diront opportuniste – qui a fait carrière dans l'État et dans le parti. Il est tout sauf populiste : il n'est pas un grand orateur, ni quelqu'un qui fait de grandes promesses. Il est considéré comme pragmatique et compétent quand il s'agit d'équilibrer les intérêts ». Cela pourrait, pense Hoffman, lui être utile parce que, tout au moins au début compte tenu que



Les deux frères Castro qui ont dirigé Cuba pendant plus d'un demi-siècle (1959-2018)

sa marge de manœuvre sera étroite. Il n'est pas la personne la plus puissante du pays, le nœud du pouvoir étant le bureau politique dont Raúl Castro conservera la présidence jusqu'à la prochaine convention, en 2021. Il doit aussi « s'arranger » avec l'armée, un monolithe important de ce pouvoir. Selon Hoffman, Díaz-Canel n'a pas de réseau personnel dans les sphères de l'État sur lequel il pourrait s'appuyer.

Le dissident connu Guillermo Fariñas a été l'ami de Díaz-Canel au cours de leur scolarisation. Il décrit le nouveau président comme quelqu'un de « curieux, impulsif, agressif et courageux ». La relation entre les deux hommes s'est plus tard refroidie. Quand, après une grève de la faim, Fariñas a été hospitalisé pour se régénérer, Díaz-Canel a rendu visite à son ancien ami.

Ce que les Castro ont bien et mal fait

Pour Hoffman, les Castro ont très bien fait certaines choses. C'est peu su en Occident, mais la révolution cubaine a surmonté le racisme profond qui marquait précédemment la société cubaine. C'est l'une de leurs plus grandes réalisations. « Nous n'avons aucun pays en Amérique latine – et nous pouvons aussi y mettre les USA – où la vie collective quotidienne des différentes couleurs fonctionne de manière aussi confortable qu'à Cuba », constate le connaisseur du système cubain. À cette grande réalisation s'ajoute le fait que des couches importantes de la population ont accédé à une plus grande aisance sociale pendant les premières décennies de la révolution. Les gens avaient davantage à manger dans leur assiette et ont bénéficié d'un bon système de formation, de santé et de rente. « Malheureusement ce n'est plus aussi bien que dans les années 80 ».

Du point de vue économique, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les Castro auraient pratiqué une « gestion de crise » sans pouvoir plus créer de vraies perspectives de développement pour l'île. On ne peut oublier que les Castro ont laissé peu de champ politique à leurs dissidents. Mais en comparaison d'autres régimes autoritaires, cela s'est passé avec relativement peu de carnages et sans de grands soulèvements populaires.

Hoffmann pense que l'absence de grandes révoltes est incidemment due aux USA. La menace permanente de ce pays a conduit à l'existence d'une

« logique d'une citadelle assiégée » : l'ennemi est devant nos portes, on doit serrer les rangs ; qui diverge travaille pour lui. Portée à l'exagération, celle-ci aurait finalement conduit à un État à parti unique, avec une idéologie socialiste. Cette logique fonctionne encore aujourd'hui et ceci est peut-être en relation avec le fait qu'après Barack Obama (qui a pratiqué une politique d'ouverture avec la Havane), Donald Trump demeure très critiqué vis-à-vis du régime cubain. Ce qui, selon Hoffman, n'est pas pour encourager un accroissement des libertés à Cuba. « Celui qui est insatisfait choisit de préférence le retrait dans le privé ou quitte l'île. C'est, en somme, paralysant pour la société ». En tout cas, comme président, Díaz-Canel a pour l'heure de grands défis à relever : la relation avec les USA, qui s'est dégradée depuis la prise du pouvoir de Trump ; une situation économique intérieure déplorable, liée à la crise économique que connaît le Venezuela, principal allié du régime cubain ; et enfin les tensions sociales qui vont crescendo.

De son côté, le journaliste allemand Andreas Knobloch (2) estime que Raúl, en quittant le pouvoir, laisse les réformes en chemin. Elle relève que pour donner une nouvelle impulsion à l'économie, faire venir des pourvoyeurs de fonds étrangers et avoir accès aux nouvelles technologies, fin 2013, une zone économique spéciale a été construite autour du port Mariel, à 45 kilomètres au nord de la Havane. Parallèlement, une nouvelle loi d'investissement est entrée en vigueur, permettant d'investir dans presque tous les domaines de l'économie cubaine. Malgré tout, le développement stagne. Pour elle, ceci est en relation avec les deux facteurs cités plus haut : la crise économique du Venezuela qui se ressent à Cuba (3) ; et la tension des relations avec les États-Unis. Qu'on se souvienne en effet que l'une des plus grandes réalisations de Raúl qui avait commencé fin 2014, a été la politique de rapprochement avec l'ancien ennemi héréditaire, les États-Unis. Mais l'euphorie du début s'est évaporée. Avec la présidence de Donald Trump, les Américains ont repris la rhétorique de la guerre froide des années 1960, optant pour la confrontation.

La nouvelle hostilité des États-Unis a conduit le gouvernement cubain à une réaction de « *Fasten your seat belts* » (bouclez vos ceintures de sécurité), analyse Knobloch. D'autres efforts d'ouverture et de réformes ont été mis de côté ou ajournés ; l'ouverture du secteur privé est elle-même bloquée. De grandes pans de la population remarquent que, plus de 7 ans après le début « l'actualisation du modèle socialiste », aucun changement de leurs conditions de vie ne s'est fait voir. Les gens continuent à se débattre avec des revenus étatiques bas et des prix de produits alimentaires et de consommation élevés. Des personnes bien formés, surtout les jeunes, quittent le pays ou rêvent de le faire.

Toujours est-il que le nouveau chef d'État a annoncé vouloir poursuivre « la voie socialiste » et défendre Cuba contre toutes forces subversives. Son discours aux parlementaires laisse, disent les observateurs, peu de motifs d'espérer une ouverture politique. « Cuba ne négocie pas sur ses principes et ne se plie ni aux pressions ni aux menaces », a-t-il averti. La première note donne la tonalité : « Nous misons sur la force, l'intelligence et la sagesse du peuple. La patrie ou la mort. Le socialisme ou la mort. Nous triompherons ».

Huguette Hérard

N.d.l.r.

1) Süddeutsche Zeitung, 18 avril 2018. Titre : « *Changement de pouvoir à Cuba : la révolution cubaine a éliminé le racisme* »

2) Neues Deutschland, 27 novembre 2017 sous le titre « *Les fidèles regardent devant eux* ».

3) Selon les estimations établies par l'agence Reuters, les livraisons de produits pétroliers vénézuéliens à Cuba ont chuté de 20 % dans les premiers 6 mois de l'année (Source : fr.euronews.com du 17 juillet 2016). Les livraisons de pétrole ont diminué de moitié et les médecins cubains au Venezuela ne sont pratiquement plus payés, rapportait François Clémenceau (Source : Europe 1 le Jdd, 21 juin 2017).

Placez vos annonces dans

Haiti en Marche

Appelez sans hésiter

PORT-AU-PRINCE

(509) 3454-0126 | 3452-0428

MIAMI

786 457 8830 | 786 409 5339
ou 305 299 9918

ou Adressez vous à Haiti en Marche
100 Ave. Lamartinière, P-au-P

www.haitienmarche.com

ADOMI PURCHASING AGENCY

Tel. : 786-457-8830 • Fax: 305-756-0979

e-mail : adomipurchasing@aol.com

Pour tous vos achats :

Equipements pour construction / Pièces de voiture / Camion /
Equipement médical
Par avion ou par bateau.

Un mois d'avril très chargé

Comme l'année dernière, *La Via Campesina* a tenu à nous rappeler la date du 17 avril, Journée Internationale des Lutttes Paysannes (voir **17 avril, journée des lutttes paysannes** in : HEM Vol. 31 # du 19-25/04/2017). Je pense que certains d'entre vous aimeraient bien me poser deux questions : 1. Qu'est-ce que c'est que cette *Via Campesina* ? et 2. Pourquoi le 17 avril ?

Pour la première question, j'y avais déjà répondu l'année dernière, mais je veux bien reprendre cette présentation que j'avais extraite d'un communiqué de presse de la *Via Campesina* :

La Via Campesina est un mouvement international qui regroupe des millions de paysans, de petits et moyens agriculteurs, de sans terre, de femmes paysannes, de peuples autochtones, de migrants et de travailleurs et travailleuses agricoles des quatre coins de la planète.

La Via Campesina compte 164 organisations locales et nationales de 73 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, nous représentons environ 200 millions de paysans et paysannes. Notre mouvement autonome, pluraliste et multiculturel n'a aucun type d'affiliation politique, économique ou autre.

Nous défendons les systèmes alimentaires agro-écologiques paysans en tant que moyen pour promouvoir la justice sociale et la dignité. Nous nous opposons fortement au type d'agriculture qu'encouragent les grandes sociétés privées et les sociétés transnationales qui détruisent nos systèmes alimentaires, nos collectivités et l'environnement.

Quant à la date du 17 avril, elle a été choisie pour commémorer le massacre de 19 paysans membres du mouvement des « Paysans Sans Terre » « qui ont été impunément assassinés par l'agrobusiness ». Quelqu'un m'a fait remarquer que nous ne commémorons pas le 23 juillet, bien qu'il y ait eu bien plus de victimes ce jour-là, à Jean Rabel.

Mais, parlant de date, nous avons reçu d'un ami de la radio une note qui débute ainsi : « Il y a 99 ans, le 10 avril 1919, Emiliano Zapata était assassiné. Il fut l'un des principaux dirigeants de la révolution mexicaine de 1910, qui renversait le président Porfirio Díaz, défenseur des grands propriétaires terriens. » Merci Daniel ; je ne connaissais pas

cette date mais maintenant je vais tâcher de la garder, Zapata mérite bien cela ; c'est comme pour la révolution mexicaine qui est pratiquement tombée dans l'oubli ; pourtant ce fut le premier grand mouvement social du 20^{ème} siècle, car elle a

précédé la révolution d'octobre, et les Mexicains nous ont donné pas mal d'exemples.

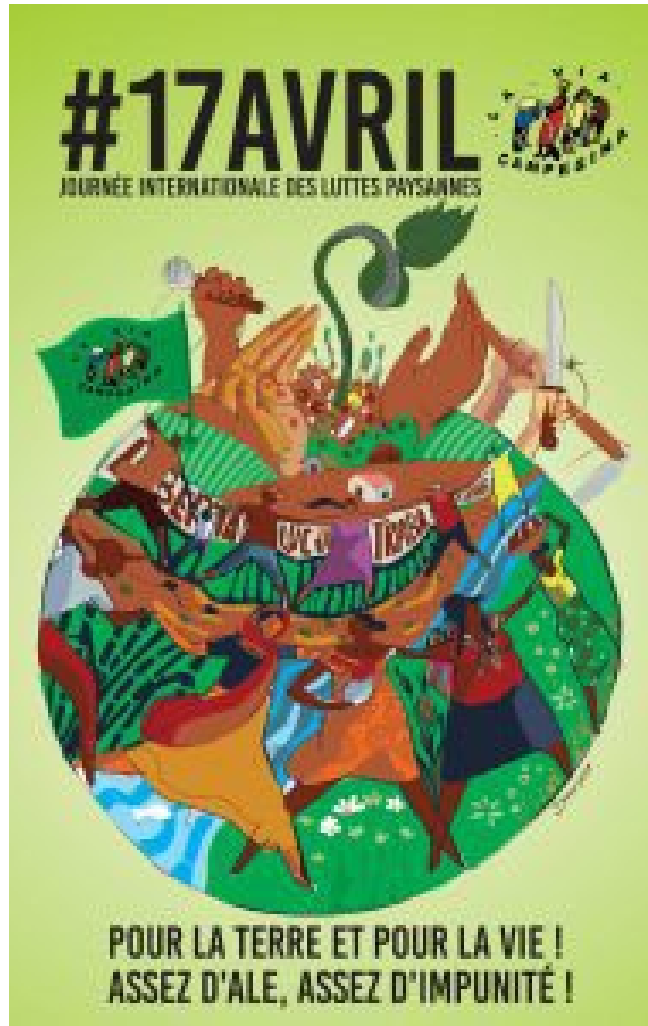
Pendant que j'y suis, je ne peux m'empêcher de revenir à cette « conférence » improvisée que nous a donnée Fidel Castro un soir au local du parti communiste. Il a fait le lien entre la révolution haïtienne, la première, révolution nationale qui a montré la voie et a abouti à la création de l'État haïtien, la révolution mexicaine, révolution sociale, qui a visé à libérer le campesino du joug des latifundistes, et enfin la révolution cubaine, révolution socialiste, qui est l'aboutissement. Apparemment c'était une improvisation et je me souviens encore de cette malheureuse interprète qui avait du mal à suivre le tempo du Commandante Jefe. Heureusement que je sais assez d'espagnol pour avoir pu comprendre l'essentiel du raisonnement.

Mais revenons à nos dates car voilà qu'on me rappelle que notre Jacques Stephen Alexis, qui était né le 22 avril 1922, aurait été assassiné un 17 avril 1961. Décidément !

Mais vous pensez bien que je n'ai pas entamé ce papier juste pour des éphémérides. En fait je voulais parler d'un forum organisé par la PAPDA, mais cette institution a choisi de l'organiser justement en relation avec la date de la Journée Internationale des Lutttes Paysannes car l'objet du forum est la validation d'un cahier de revendications paysan.

Cela fait pas mal de temps que la PAPDA s'est lancée dans cette aventure ; on parle d'un processus qui a duré six ans. Et la PAPDA n'a pas été seule dans cette entreprise ; 153 organisations paysannes ont participé à des séances de travail, d'abord au niveau départemental, pour produire un cahier de revendications. Puis il y a eu le niveau régional ; une première région englobant le « Grand Nord » et l'Artibonite ; une deuxième région englobant le « Grand Sud », la troisième comprenant les départements du Centre et de l'Ouest. On a eu donc 3 cahiers qu'il a fallu travailler pour obtenir un cahier national. C'est ce cahier de revendications national qu'il s'agissait de valider durant les deux journées des 16 et 17 avril.

Bernard Ethéart
Dimanche 22 avril 2018



POLITIQUE : Une nouvelle conjoncture pleine de menaces...

(CONJONCTURE... suite de la page 8)

la République, Jovenel Moïse, se gargarisait lors de sa participation il y a quelques jours au 8^e Sommet des Amériques au Pérou.

Ecoutons : « Nous sommes en train de vivre des moments difficiles aussi en Haïti avec la disparition d'un journaliste haïtien depuis près d'un mois. La police et la justice haïtienne travaillent jour et nuit pour faire la lumière sur cette disparition.

Nos efforts ont porté aussi sur le renforcement de la sécurité publique, par l'amélioration continue des capacités de la Police Nationale d'Haïti et le rétablissement des Forces Armées d'Haïti en vue de nous aider dans la lutte contre la contrebande. »

Or les derniers faits mis côte à côte offrent une perspective absolument différente.

Un journaliste disparaît. La police commence par dire, avant même toute recherche, qu'il y a peu de chance de le retrouver vivant.

Puis que des 'ossements' ont été retrouvés, qu'on a envoyés à l'étranger pour un test ADN.

En espérant qu'on n'en parlera plus dans quelques jours.

Mais c'est la même semaine que des inconnus vont canarder le bureau du Réseau national de défense des droits humains RNDDH, plusieurs douilles de balles sont retrouvées sur place, ainsi qu'une lettre de menaces adressée à son directeur, Mr Pierre Espérance.

Revenu le temps des 'desaparecidos' ...

Le RNDDH est versé dans tous les dossiers chauds : des actions en justice contre les dilapidateurs des fonds Petrocaribe (3,8 milliards de dollars dépensés de manière inconsidérée sous différentes administrations, principalement sous le règne de l'actuel parti majoritaire, le PHTK) à la disparition du journaliste Vladimir Legagneur.

Or quelle meilleure façon pour les pouvoirs d'éviter la condamnation aujourd'hui fréquente pour violations des droits humains que la ... disparition !

Ni vu ni connu.

Lorsque le régime de Baby Doc Duvalier, et la police politique du colonel Jean Valmé ont assassiné notre confrère Gasner Raymond, 23 ans (1^{er} juin 1976), la notion des droits humains était inconnue en Haïti, c'était à vos risques et périls.

De fait, le cadavre fut abandonné en pleine rue, sur la

route de Brache, près de Léogane, avec dans la poche la carte de presse : 'Gasner Raymond, journaliste au Petit Samedi Soir', hebdomadaire très populaire à l'époque (lire du romancier-académicien Dany Laferrière : 'Le cri des oiseaux fous').

Afin que nul n'en ignore ! En effet, l'assassinat était destiné à servir de leçon aux autres journalistes dits 'indépendants'.

Aujourd'hui avec les droits humains comme véritable credo international, voici revenu le temps des 'desaparecidos'.

Méthode d'assassinats politiques très prisée du temps des dictatures militaires en Amérique latine (Argentine, Chili, Uruguay, Salvador, Guatemala etc).

Spirale d'insécurité tout à fait d'un nouveau genre ...

Disparu sans laisser de traces !

Si ce n'est une dictature, nous avons aujourd'hui en Haïti un seul parti détenant le monopole du pouvoir (les trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire, ce dernier totalement tenu en laisse).

Mais puisque c'est arrivé ainsi par des élections, le président Donald Trump n'y voit pas un règne de parti unique comme il vient de le dénoncer dans le choix du successeur à Raúl Castro, le nouveau président de Cuba, Miguel Diaz-Canel, 57 ans.

Etre un journaliste indépendant en Haïti a pris une toute nouvelle connotation depuis la disparition, sans laisser de traces – pas même un casier judiciaire - du photo-reporter Vladimir Legagneur.

Tout comme je réfléchirais désormais à deux fois avant de descendre dans la rue pour couvrir une manifestation de l'opposition, après le meurtre brutal et inexplicable jeudi dernier d'un manifestant.

Ce jeune homme a été abattu exactement à un endroit sur la route de Delmas où il y avait toujours eu, sous la présidence précédente de PHTK-Martelly, des individus embusqués qui tiraient sur

les manifestants pour les empêcher, paraît-il, de parvenir à Pétionville, banlieue chic de la capitale et considérée comme un fief des nouveaux tenants du pouvoir.

A cette nouvelle physionomie de la conjoncture politique, socio-politique, on doit ajouter la spirale d'insécurité, tout à fait d'un nouveau genre, qui embrase la capitale depuis ces dernières semaines : des gangs qui se partageraient entre eux la zone métropolitaine ? A la barbe des responsables de la sécurité, les pauvres !

N'est-ce pas le terrain dressé pour une nouvelle campagne : 'Desaparecidos' ?

Disparus. Sans laisser aucune trace.

Mélo die 103.3 FM, Port-au-Prince



Little Haiti Book Festival

presented by Sosyete Koukouy & Miami Book Fair/Miami Dade College

MAY 5, 6-10 P.M. & MAY 6, 11 A.M.-7 P.M.
LITTLE HAITI CULTURAL COMPLEX

To our friends at **Haïti en Marche**

March 16, 2018

Dear Publisher,

Miami Book Fair is partnering with **Sosyete Koukouy of Miami, Inc.**, to present the **Little Haiti Book Festival** on **Saturday, May 5 and Sunday, May 6, 2018**. This book festival, which features two days of vibrant cultural exposure to writers, booksellers, performers, and more, is part of Miami Book Fair's ReadCaribbean programming.

This event, which is free and open to the public, will take place at the Little Haiti Cultural Complex, 212 NE 59 Ter. Miami, and at Libreri Mapou, 5919 NE 2nd Ave, Miami, FL.

The **Little Haiti Book Festival** will feature authors from Haiti and the Haitian diaspora, literary panels and craft talks, workshops for writers, hands-on activities for children, dance workshops, poetry dance and music performances, and more.

<https://www.miamibookfair.com/program/little-haiti-book-festival-2018/>

In an effort to promote variety and quality, we are enhancing the book selling and signing area for the 6th edition of the festival. If you were to join us, a table would be made available to display your books.

Your participation at the Book Festival is greatly anticipated and appreciated.

If you have any questions, please contact M.J. Fievre, ReadCaribbean Liaison, at mjfevre1@mdc.edu or (954) 391-3398. Thank you for your support.

Sincerely,

Michele Jessica Fievre

M.J. Fievre
On behalf of Jan Mapou
Sosyete Koukouy / Libreri Mapou
Little Haiti Book Festival

N	O	L	I	S	A
D	O	M	P	T	E

Solutions de la semaine passée:

A	B	O	L	I	T	I	O	N
P	O	L	I	S	A	R	I	O
P	U	E			C	I	E	L
E	F	U	T	U		S		I
N	A	M	I	B	I	E	N	S
D	R		B	E		R		A
R	I	C	E	R	C	A	R	I
E	K	E	T		U	S	E	S

LES JEUX DE BERNARD

Allez de **NOLISA** à **DOMPTE**, en utilisant des mots du du vocabulaire français, et ne changeant qu'une lettre par ligne.

Mots Mêlés

N E I B R E S E I S R A E L
A D D E S T D A L O G N A J
T C U U I N U N I H C E S A
S O S S I S Q R N V B G O P
I R U C U J S A Q I O Y U O
K E D U W D W U R U V P D N
A E N B E I E M R I I T A T
P D A E A T A E E L E E N J
A U D T I N H T R C H I N E
L N U I I N N I S O I H E C
B O O E N A A E O R C Y A N
A R S I M D G B A P B S N A
N D E I R Y S S L I I O G R
A B U C P A U G L A E E O I

Trouvez 25 Pays qui ont été accusés d'avoir utilisé des armes chimiques dans le carré ci-dessus

Solutions de la semaine passée:

M	A	N	G	E	E
M	A	R	G	E	E
M	A	R	G	E	S
B	A	R	G	E	S
B	A	U	G	E	S
B	A	U	M	E	S
B	R	U	M	E	S

SCRABBLE

Arrangez les sept lettres ci-dessous pour former un mot français

A H
A G N
F E

Solutions de la semaine passée

CASTRER

Visitez Haïti en Marche sur Internet au www.haitienmarche.com

En Bref...

(... suite de la page 2)

enregistré 101 morts violentes pour les 3 premiers mois de l'année. De plus, seulement entre le 1er et le 19 avril, 45 cas ont été déjà recensés.

Port-au-Prince, samedi 21 avril 2018 ((rezonodwes.com))-- Lors d'une conférence de presse, la Commission Épiscopale Justice et Paix (CE-JILAP) a révélé que pour le premier trimestre de l'année en cours, 101 cas de morts violentes, dont 65 par balles, ont été recensés par leur équipe.

La coordonnatrice, Jocelyne Colas Noël, affirme que les statistiques de la JILAP font déjà état de 45 morts, recensés entre le 1er et le 19 avril, alors que le bilan était de 44 pour janvier, 20 pour février et 37 pour mars.

En 2017, la JILAP avait enregistré dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, environ 443 cas de morts violentes dont plus de 330 par balles, y compris une quinzaine de policiers.

Mme Noël dit ne pas comprendre les récentes déclarations optimistes de autorités, précisant que les chiffres recensés par son organisation diffèrent totalement de ceux présents par les membres du gouvernement, les invitant plutôt à aborder la problématique de l'insécurité sur plusieurs fronts : politique, social, économique, etc..

Cependant le Commissaire Frantz Lerebours, porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH) a indiqué qu'il y a une diminution de 28% de la moyenne des homicides comparativement au premier trimestre de l'année dernière et une diminution de 39% par rapport à 2016 toujours pour le premier trimestre.

La barque des Etats généraux sectoriels continue à prendre l'eau

AHP - Des personnalités désertent le comité de pilotage des Etats Généraux Sectoriels de la nation. Après le désistement du professeur Claude Moïse, de l'ancien premier ministre Jacques Edouard Alexis, de l'ancienne première ministre Michèle Pierre-Louis et les réserves de l'ex-sénateur membre de l'OPL, Yrvelt Chery, c'est le président du comité de pilotage, Mgr Louis Kébreaux qui se retire. Sa position officielle : son incapacité à concilier ses engagements pastoraux à la mission de présider le comité.

Les alliés du pouvoir au parlement déboussolés. Le député de Thomazeau, Price Cyprien dit déplorer les défections dans ce comité et en appelle au leadership du président pour remplacer les personnalités qui décident de ne pas participer au comité de pilotage des Etats Généraux Sectoriels de la Nation.

Quant au militant Rosemond Jean, un allié de la première heure du pouvoir, il estime pour sa part que cette initiative est inopportune et que le chef de l'Etat doit plutôt s'assurer de matérialiser sa principale promesse à la nation : à savoir mettre de la nourriture dans les assiettes et de l'argent dans les poches des Haïtiens, en les mettant au travail.

La Coalition du Secteur de l'Opposition Démocratique conclut, de son côté, lors d'une conférence de presse, à l'échec des Etats Généraux de Jovenel Moïse considérés par l'opposition comme une énième tentative de camoufler les problèmes réels.

Le porte-parole de cette formation, Me André Michel soutient que le comité mis en place pour piloter les "Etats généraux sectoriels" était mort-né, compte tenu du fait que le président avait déjà engagé la nation dans tout un ensemble de dossiers dont la remobilisation de l'armée et la formation d'un conseil électoral permanent qui devraient relever normalement de l'initiative des Etats généraux.

Politique : Mgr Louis Kébreaux se retire du comité de pilotage des états généraux sectoriels

HPN - Dans une correspondance adressée au Chef de l'Etat Jovenel Moïse, le Président du comité de pilotage des Etats généraux sectoriels, Mgr Louis Kébreaux se retire de cette structure mise en place par le Président haïtien.

Mgr Kébreaux annonce qu'il ne sera pas en mesure de répondre aux obligations de ce comité, compte tenu de son engagement au sein de l'église. Le religieux qui est considéré comme un proche du pouvoir, croit opportun de tirer sa révérence. Un nouveau coup dur pour Jovenel Moïse qui faisait de ces Etats généraux un axe prioritaire de son quinquennat.

Depuis la mise en place de ce comité, c'est le 3e désistement enregistré après celui de l'historien Claude Moïse qui dit n'avoir pas été informé de son choix et de l'ancien Premier ministre Jacques Edouard Alexis pour des raisons personnelles.

Place aux manifestations

Après Port-au-Prince, plus d'un millier de personnes sont descendues dans les rues de la deuxième ville du pays (Cap-Haïtien) pour dire non à l'inflation grandissante et

au chômage et pour exiger que toute la lumière soit faite sur la dilapidation des fonds Petrocaribe.

Un pays au bord de l'éclatement social, en raison des graves manquements du pouvoir en place ». L'analyste politique Dismy Cesar parle d'un pays qui risque de connaître une utilisation abusive de la force répressive pour tenter de contrer la remontée des mouvements sociaux et revendicatifs, suite aux violences enregistrées lors de la manifestation de jeudi écoulé qui s'est soldée par un mort, à Port-au-Prince.

Journées de mobilisation

[AlterPresse] --- La plateforme politique Pitit Desalin avait lancé trois nouvelles journées de manifestations, les jeudi 19, vendredi 20 et samedi 21 avril 2018, en vue d'exiger le départ du pouvoir actuel.

Dans les médias, le dirigeant de la plateforme, Jean-Charles Moïse, a rejeté le processus de mise en œuvre des États généraux sectoriels de la nation ainsi que tout éventuel remaniement ministériel.

Le gouvernement tente de détourner l'attention de la population sur le dossier de dilapidation des fonds PetroCaribe, qui impliquerait plusieurs anciens hauts fonctionnaires de l'Etat dont des proches du président, a-t-il mis en garde.

Il a également dénoncé la recrudescence de l'insécurité dans le pays où plusieurs cas d'assassinats, de disparition et d'attaques armées ont été enregistrés.

À Port-de-Paix (département du Nord-Ouest), des centaines de manifestants ont gagné les rues, le mardi 17 avril, pour réclamer des actions en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens.

Les manifestants ont critiqué certaines promesses électorales non tenues du président Jovenel Moïse.

Le même jour, des habitants du quartier de Lilavois (au nord de la capitale, Port-au-Prince) ont paralysé la circulation automobile avec des barricades de pneus enflammés, en vue d'exiger des autorités la construction du tronçon de route Bon-Repos/Lilavois/Beudet.

Disparition de Vladjimir Legagneur : 7 suspects déjà interpellés

Dans les prochains jours, la Direction centrale de la police judiciaire fera une communication autour de la disparition du photjournaliste Vladjimir Legagneur.

C'est ce qu'a assuré le porte-parole de la PNH, Frantz Lerebours, au cours d'une conférence de presse mercredi (18 avril). Pour l'heure, pas moins de 7 individus ont déjà été interpellés, indique-t-il. « Les deux dernières arrestations ont été effectuées sur la route de Frères. Il y a un suspect qui est vraiment essentiel pour l'enquête. La police continue de rechercher ceux qu'elle soupçonne d'implication vraisemblablement « dans l'assassinat » du journaliste », a expliqué le porte-parole. Au cours de cette conférence de presse, Frantz Lerebours a fourni des informations sur l'opération ratée de la PNH, la veille à Cité de Dieu, au Bicentenaire. Selon lui, cette opération n'a pas abouti aux résultats recherchés. « Il s'agissait d'une filature perturbée par une fuite. Les bandits ont repéré nos policiers qui s'étaient cantonnés en civil dans une maison. Ils ont fait feu sur la maison et nos policiers ont répliqué. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés dans nos rangs », a-t-il fait savoir.

Presse-Affaire Vladjimir Legagneur : La police tarde à donner les résultats de l'analyse des restes humains récupérés à Grand-Ravine

HPN - Plus de 22 jours après avoir annoncé la découverte de quelques ossements récupérés au niveau de Sillon, localité voisine de Grand-Ravine, dans le cadre de la disparition du photjournaliste Vladjimir Legagneur, la police n'est toujours pas en mesure de communiquer les résultats de l'analyse de ces restes humains, a constaté Haiti Press Network.

Joint au téléphone à cette fin par l'agence, ce mardi 17 avril, le porte-parole de la Police nationale d'Haïti (PNH), le commissaire Frantz Lerebours a fait savoir que la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ne lui a toujours pas fourni les informations concernant l'analyse des ossements visant à déterminer s'ils correspondent ou non à l'ADN du confrère disparu depuis plus d'un mois.

« La DCPJ ne m'a pas encore fourni d'informations sur la question. Ce qui a même retardé une conférence de presse que je devais donner aujourd'hui », nous a répondu le commissaire Lerebours, indiquant ignorer pour l'instant l'état d'avancement du dossier. Toutefois, l'officier de police annonce une conférence de presse de la police pour ce mercredi 18 avril avec ou sans les informations relatives à l'affaire Vladjimir Legagneur.

7^{ème} ÉDITION DE LA SEMAINE DE LA DIASPORA EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le président du Sénat Joseph Lambert a plaidé à l'occasion pour la participation politique des expatriés

Santo-Domingo, 23 avril 2018- (AHP)- La Fondation Zile a bouclé avec succès la 7^{ème} édition de la semaine de la diaspora qui a touché 3 villes dominicaines et mobilisé également des personnalités politiques, dont le président du sénat haïtien Joseph Lambert qui en a profité pour plaider en faveur de la participation politique des expatriés haïtiens, lors

intégration sociale et politique », a-t-il martelé.

Le sénateur Lambert était la plus haute autorité haïtienne à prendre part à la soirée de gala de la cérémonie de remise des prix diaspora créés par la Fondation Zile en 2013, en vue de reconnaître la contribution d'acteurs d'horizons divers à l'harmonie entre les peuples haïtien et dominicain.

Plus de 65 personnes et entreprises, jusqu' à date, sont récipiendaires du prix diaspora dans les 13 catégories, allant des droits humains à la responsabilité sociale entrepreneuriale.

Miousemine Célestin, chargée d'affaires d'Haïti en République Dominicaine, a pour sa part revendiqué les divers apports de ses compatriotes immigrants à ce pays. « Nous ne sommes pas une charge, au contraire nous sommes les ouvriers qui construisent les édifices, les gens de maison qui prennent en charge les responsabilités domestiques, mais aussi les médecins et religieux qui offrent leurs services à la société dominicaine » a-t-elle relevé, tout en mettant en évidence l'harmonie qui doit exister

de la communauté haïtienne face à l'équipe ASOFUTSADO, par 4 buts à 2.

« Quoique par manque de fonds nous avons dû réduire le nombre des activités prévues, mais la semaine est une réussite totale avec des activités touchant 3 villes et dirigées vers un public diversifié, pour essayer de satisfaire toutes les couches



Vue de la scène et du public lors de la soirée de clôture



Le président du Sénat haïtien Joseph Lambert en compagnie de la chargée d'affaires d'Haïti à Santo Domingo, Miousemine Célestin

de la cérémonie de remise des prix Diaspora.

Le sénateur Joseph Lambert qui a préféré, selon ses dires, faire montre de solidarité avec la communauté la plus proche d'Haïti au lieu de se rendre à Moulin sur Mer où le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger (MHAVE) tenait lui aussi une activité en l'honneur des émigrés haïtiens. Il a jugé « anormal que la diaspora ne puisse participer au choix des dirigeants du pays et même au choix du titulaire de son propre ministère ».

Le président du sénat s'est engagé à pousser l'exécutif à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de permettre la participation de la diaspora au prochain scrutin électoral.

« La diaspora ne peut être vue seulement comme une vache à lait, l'Etat haïtien a la responsabilité d'assurer sa pleine

entre les deux peuples.

La réussite de cet événement se doit à l'alliance entre le secteur officiel représenté par la mission diplomatique, le secteur privé par l'entreprise dominicaine VIMENCA/WESTERN UNION et la société civile par la Fondation Zile, trois partenaires que Edwin Paraison, directeur de l'organisation binationale, a exhorté à continuer sur le même chemin, vers le renforcement des rapports entre les deux pays.

Lancée le vendredi 13 avril dans la ville frontalière de Dajabon, avec la participation des autorités locales, le Consul haïtien de la région et le Ministère dominicain de la culture, la 7^{ème} édition de la Semaine de la diaspora a pris fin dimanche soir (22 avril) avec la finale de la 5^{ème} coupe de football de l'amitié et de la paix gagnée par une sélection

sociales » a souligné Johanne Dimanche, coordonnatrice de l'évènement parrainé en partie par VIMENCA.

Nous avons également compté sur l'appui de NAPSA et MOSTCHA ainsi que du diocèse épiscopal, a-elle encore souligné.

Les Avis...

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Ulrickson JULES d'avec son épouse née Gueldine DESSALINES, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Grande Saline de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet ; Commet l'huissier Pheconde VERTUS de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Phemond DAMICY, Juge en audience Civile et publique en date du quinze Septembre deux mille seize, en présence de Me. Soidieu TOUSSAINT, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Hugues D'HAÏTI, Greffier du siège.

Il est ordonné etc
En foi de quoi etc
Me. David Yves Claudy, Av.

Little Haiti Book Festival OPENING NIGHT

SATURDAY, MAY 5

LITTLE HAITI CULTURAL CENTER AUDITORIUM
212 NE 59th Terrace, Miami, FL 33137

6 P.M. / Montage Poétique

Based on the work of Kiki Wainwright
Dance, drums, and samba poetry

7 P.M. / Keynote Speakers:

Edwidge Danticat and Jacqueline Charles in Conversation

Haiti: Facts & Fiction – methods and ethics in searching for emotional, cultural, historical, and geographical accuracy

(In English with simultaneous interpretation into Creole)

Presented by Sosyete Koukouy and Miami Book Fair



MIAMI BOOK FAIR: BUILDING COMMUNITY, ONE READER AT A TIME



/miamibookfair

#miamiREADS





Paté Plus Bakery, Inc.
NATURAL JUICE

11638 NE 2nd Ave.
Miami, FL 33160
Tel. 786-362-6501 | 786-362-6506

Catering Specialists
Cakes, Pastries, Hors d'Oeuvres
for all occasions

Musiquedesiles.com

Compas, Racine, Jazz Kreyol, Ragga Rap, Zouk

Tout Kago Sevis
Nan Port Au Prince Haiti, Karaib
Mexique, Amerik Santral é Amerik Di Sid

- Kago pé sonel ou komesyal
- Drum pa avion oswa bato
- Gwo bwat, ti bwat
- Yon bato alé chak semenn
- Palét ou bwat
- Nap vinn chaché kago devan pot ou si ou mandé nou.
(Nap di ou kombyen sa ap koute)

AMERIJET
LAND, SEA, AIR - WE GET IT THERE!

1-844-851-2280
email: sales.fl@amerijet.com

In Haiti
509-2813-1424
email: sales.pap@amerijet.com

code: PRGEN1-FLL08222014-A
www.amerijet.com

BRH Banque de la République d'Haïti
Le Gouverneur

COMMUNIQUÉ

A l'issue de la réunion de son Comité de Politique Monétaire (CPM) en date du 6 juin 2016, qui a suivi la session de Politique Monétaire des 24, 25 et 27 mai dernier, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a décidé d'adopter les mesures suivantes :

1. Baisse de 2 points de pourcentage sur les bons BRH pour les différentes maturités. Les taux sur les échéances de 91 jours, 28 jours et 7 jours sont passés de 16%, 12% et 10% à 14%, 10% et 8% respectivement.
2. Exonération de réserves obligatoires sur les ressources utilisées par les banques pour octroyer des prêts au secteur agricole en vue de faciliter l'accès au crédit lié au financement des entreprises agricoles et d'élevage.
3. Modification de la lettre circulaire 81-4 sur la position nette de change. Le ratio reste inchangé à 2%, mais la circulaire précise que les éléments hors bilan ne peuvent être considérés dans le calcul de la position de change.
4. Modification de la lettre-circulaire 09-1 portant sur l'obligation faite aux banques de soumettre un rapport périodique sur les crédits octroyés aux clients en vue de favoriser le crédit au secteur hôtelier.

Jean Baden Dubois
Jean Baden Dubois

Port-au-Prince, le 8 juin 2016

P.O. Box 1570, Port-au-Prince, Haïti / Téléphones: (509) 22.99.10.69 / 29.99.10.71

EMEX

CALL US TODAY

SHIPPING SERVICES TO HAITI

AIR **OCEAN** **DOOR TO DOOR**

WHAT WE DO

- Shipping Services to Haiti
- Air & Ocean freight Consolidation
- Door To Door Services
- Purchasing Services
- Freight Insurance Services
- TSA Certified
- FMC/NVOCC Licensed

USA
+1.305.599.0777

HAITI
+1.509.4891.1331
+1 509.3783.5000
+1 509.3748-5136

www.emexusa.com
sales@emexusa.com

7829 NW 72 AVE
Miami Florida 33166

Airport Industrial Park
Fleurio Haiti